



Comptes consolidés – Au 31 décembre 2013

SOMMAIRE

Comptes consolidés au 31 décembre 2013	3
Compte de résultat consolidé	3
Tableau des flux de trésorerie consolidés	5
Bilan consolidé	6
État de variation des capitaux propres	8
Annexe aux comptes consolidés	9
Note 1 Principes comptables	9
Note 2 Évolution du périmètre de consolidation	19
Note 3 Information sectorielle	20
Note 4 Recherche et développement	22
Note 5 Dotations aux amortissements	22
Note 6 Autres produits et charges d'exploitation	22
Note 7 Charges de restructuration	22
Note 8 Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions	23
Note 9 Autres produits et charges financiers	23
Note 10 Impôt sur les sociétés	24
Note 11 Écarts d'acquisition	25
Note 12 Immobilisations incorporelles	26
Note 13 Immobilisations corporelles	27
Note 14 Participations dans les entreprises associées	29
Note 15 Actifs financiers	30
Note 16 Impôts différés par nature	31
Note 17 Stocks et en-cours	31
Note 18 Clients et créances d'exploitation	32
Note 19 Autres créances et charges constatées d'avance	32
Note 20 Trésorerie et équivalents de trésorerie	33
Note 21 Capitaux propres	33
Note 22 Provisions pour retraites et engagements assimilés	41
Note 23 Provisions	48
Note 24 Dettes financières (courantes et non courantes)	49
Note 25 Autres dettes à long terme	51
Note 26 Instruments financiers	52
Note 27 Effectifs	58
Note 28 Opérations avec des parties liées	58
Note 29 Engagements et passifs éventuels	59
Note 30 Événements postérieurs à la clôture	59
Note 31 Honoraires des Commissaires aux comptes	60
Note 32 Liste des sociétés consolidées	61
Commentaires sur les comptes consolidés	70
Perspectives	75
Rapport des Commissaires aux comptes	76

Comptes consolidés au 31 décembre 2013

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros, sauf le résultat par action)</i>	Note	31/12/2013	31/12/2012*
Chiffre d'affaires	3	23 551	23 946
Coûts des ventes		(14 660)	(14 889)
Marge brute		8 891	9 057
Recherche et développement	4	(535)	(507)
Frais généraux et commerciaux		(4 944)	(5 035)
EBITA ajusté**		3 412	3 515
Autres produits et charges d'exploitation	6	73	(10)
Charges de restructuration	7	(176)	(164)
EBITA***		3 309	3 341
Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions	8	(218)	(475)
Résultat d'exploitation		3 091	2 866
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		44	36
Coût de l'endettement financier brut		(368)	(385)
Coût de la dette financière nette		(324)	(349)
Autres produits et charges financiers	9	(159)	(97)
Résultat financier		(483)	(446)
Résultat avant impôts		2 608	2 420
Impôts sur les sociétés	10	(665)	(554)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		22	34
RESULTAT NET		1 965	1 900
• dont part attribuable aux actionnaires de la société mère		1 888	1 813
• dont actionnaires minoritaires		77	87
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) par action <i>(en euros/action)</i>	21.3	3,43	3,34
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) après dilution <i>(en euros/action)</i>		3,40	3,31

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 22 des comptes consolidés.

** EBITA ajusté (Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of purchase accounting intangibles).
Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition, avant les autres produits et charges d'exploitation, et avant charges de restructuration.

*** EBITA (Earnings Before Interests, Taxes and Amortization of purchase accounting intangibles).
Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions et avant perte de valeur des écarts d'acquisition.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Autres éléments du résultat global

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012*
Résultat net	1 965	1 900
Autres éléments du résultat global :		
Écarts de conversion	(798)	(220)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(16)	35
Impôts sur la réévaluation des instruments dérivés de couverture	4	(11)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	54	(25)
Impôts sur la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	(5)
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	259	(279)
Impôts sur les écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	(89)	89
Total du résultat global reconnu en capitaux propres	(586)	(417)
• dont éléments recyclables ultérieurement en résultat	42	(7)
• dont éléments non recyclables ultérieurement en résultat	(628)	(410)
TOTAL DU RESULTAT GLOBAL POUR LA PERIODE	1 379	1 483
Attribuable :		
• aux actionnaires de la société mère	1 316	1 421
• aux participations ne donnant pas le contrôle	63	62

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 22 des comptes consolidés.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31/12/2013	31/12/2012*
Résultat net consolidé		1 965	1 900
Perte/ (profit) des sociétés mises en équivalence net des dividendes reçus		(22)	(34)
<i>Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :</i>			
Amortissements des immobilisations corporelles	13	408	394
Amortissements des immobilisations incorporelles	12	412	420
Perte de valeur des actifs non courants	5	51	241
Augmentation/ (diminution) des provisions	23	(101)	(36)
(Plus) ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés		2	(16)
Différence entre l'impôt payé et la charge d'impôt		(110)	(136)
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie		68	69
Autofinancement d'exploitation		2 673	2 802
Diminution/ (augmentation) des créances d'exploitation		53	(127)
Diminution/ (augmentation) des stocks et travaux en cours		(23)	210
(Diminution)/augmentation des dettes d'exploitation		246	(5)
Autres actifs et passifs courants		(48)	(79)
Variation du besoin en fonds de roulement		228	(1)
Total I – Trésorerie provenant des activités d'exploitation		2 901	2 801
Acquisitions d'immobilisations corporelles	13	(473)	(472)
Cessions d'immobilisations corporelles		93	58
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	12	(349)	(315)
Cessions d'immobilisations incorporelles		15	10
Investissement net d'exploitation		(714)	(719)
Investissement financier net	2	(294)	(242)
Cession d'actifs financiers		-	121
Autres opérations financières à long terme		(116)	(14)
Actifs de retraite à long terme		(65)	(79)
Sous-total		(475)	(214)
Total II – Trésorerie (affectée aux) produite par des opérations d'investissement		(1 189)	(933)
Émission d'emprunts obligataires	24	600	601
Remboursement d'emprunts obligataires	24	(587)	-
Vente/ (achat) d'actions propres		26	-
Augmentation/ (diminution) des autres dettes financières		1066	(585)
Augmentation/ (réduction) de capital en numéraire		209	221
Dividendes versés : Schneider Electric SA		(1 025)	(919)
Minoritaires		(11)	(72)
Total III – Trésorerie (affectée aux) produite par des opérations de financement		278	(754)
IV - Effet net des conversions :		(219)	(51)
Variation nette de trésorerie : I + II + III + IV		1771	1 063
Trésorerie nette en début de période		3 617	2 554
Variation de trésorerie		1 771	1 063
TRESORERIE NETTE EN FIN DE PERIODE	20	5 388	3 617

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 22 des comptes consolidés.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Bilan consolidé

Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31/12/2013	31/12/2012*
Actifs non courants			
Écarts d'acquisition, nets	11	12 912	12 904
Immobilisations incorporelles, nettes	12	4 246	4 519
Immobilisations corporelles, nettes	13	2 574	2 622
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes		6 820	7 141
Participations dans les entreprises associées	14	172	511
Actifs financiers disponibles à la vente	15.1	164	213
Autres actifs financiers non courants	15.2	127	108
Actifs financiers non courants		291	321
Actifs d'impôt différé	16	1 753	1 739
Total actifs non courants		21 948	22 616
Actifs courants			
Stocks et en-cours	17	3 034	3 090
Clients et créances d'exploitation	18	5 082	5 289
Autres créances et charges constatées d'avance	19	1 368	1 291
Actif financier courant	15.3	28	127
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20	5 528	3 737
Total actifs courants		15 040	13 534
TOTAL DE L'ACTIF		36 988	36 150

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 22 des comptes consolidés.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31/12/2013	31/12/2012*
Capitaux propres	21		
Capital social		2 248	2 222
Primes d'émission, de fusion, d'apport		6 992	6 885
Réserves consolidées et autres réserves		8 804	7 594
Réserves de conversion		(832)	(48)
Total capitaux propres (part attribuable aux actionnaires de la société mère)		17 212	16 653
Actionnaires minoritaires		151	174
Total capitaux propres		17 363	16 827
Provisions non courantes			
Provisions pour retraites et engagements assimilés	22	1 485	1 959
Autres provisions non courantes	23	827	785
Provisions non courantes		2 312	2 744
Dettes non courantes			
Emprunts obligataires	24	5 322	5 513
Dettes financières à plus d'un an	24	600	893
Dettes financières non courantes		5 922	6 406
Passifs d'impôt différé	16	994	1 014
Autres dettes à long terme	25	138	195
Total passifs non courants		9 366	10 359
Dettes courantes			
Fournisseurs et dettes d'exploitation		3 713	3 815
Dettes fiscales et sociales		1 871	1 827
Provisions courantes	23	877	930
Autres passifs courants		861	666
Dettes financières courantes	24	2 937	1 726
Total passifs courants		10 259	8 964
TOTAL DU PASSIF		36 988	36 150

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 22 des comptes consolidés.

Le Groupe a également décidé d'un reclassement de certaines dettes fournisseurs en autres passifs courants.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

État de variation des capitaux propres

<i>(en millions d'euros, sauf nombre d'actions)</i>	Nombre d'actions <i>(en milliers)</i>	Primes d'émission de fusion		Actions d'autocontrôle	Réserves consolidées	Différence de conversion	Total attribuable aux actionnaires de la société mère	Part des actionnaires minoritaires	TOTAL
		Capital	d'apport						
01/01/2012*	548 943	2 196	6 690	(74)	6 905	148	15 865	192	16 057
Résultat net de la période					1 813		1 813	87	1 900
Autres éléments du résultat global					(196)	(196)	(392)	(25)	(417)
Résultat global de la période					1 617	(196)	1 421	62	1 483
Augmentation de capital	3 522	14	109				123		123
Plans de souscription d'actions	2 952	12	86				98		98
Dividendes distribués					(919)		(919)	(72)	(991)
Paiements fondés sur des actions					57		57		57
Autres					8		8	(8)	
31/12/2012*	555 417	2 222	6 885	(74)	7 668	(48)	16 653	174	16 827
Résultat net de la période					1 888		1 888	77	1 965
Autres éléments du résultat global					212	(784)	(572)	(14)	(586)
Résultat global de la période					2 100	(784)	1 316	63	1 379
Augmentation de capital	2 752	11	123				134		134
Plans de souscription d'actions	3 789	15	86				101		101
Dividendes distribués					(1 058)		(1 058)	(86)	(1 144)
Paiements fondés sur des actions					66		66		66
Autres**			(102)		102				
31/12/2013	561 958	2 248	6 992	(74)	8 878	(832)	17 212	151	17 363

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 22 des comptes consolidés.

** Reclassement entre primes d'émission et réserves consolidées

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Annexe aux comptes consolidés

Les montants sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Les états financiers consolidés du Groupe Schneider Electric pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 19 février 2014 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 6 mai 2014.

Les activités principales du Groupe sont décrites au chapitre 1 du Document de Référence.

Note 1 Principes comptables

1.1 – Référentiel comptable

Les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2013. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les nouvelles normes et interprétations suivantes applicables sur la période n'ont pas eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013 :

- IFRS 13 – *Évaluation à la juste valeur* ;
- *amendement d'IAS 1 – Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)* ;
- *amendement d'IAS 12 – Recouvrement des actifs sous-jacents* ;
- *améliorations annuelles 2009-2011 des IFRS (mai 2012)* ;
- *amendement IFRS 7 – Informations à fournir – compensation des actifs financiers et des passifs financiers*.

Par ailleurs, IAS 19 Révisée a été appliquée depuis le 1^{er} janvier 2013 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012 sur les comptes comparatifs de 2012 dont les impacts sont détaillés en note 1.2.

Le Groupe n'a pas appliqué les normes et interprétations suivantes dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2013 :

- Normes adoptées par l'Union européenne :
 - IAS 28 Révisée – *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* ;
 - *amendement d'IAS 32 – Compensation des actifs financiers et des passifs financiers* ;
 - IFRS 10 – *États financiers consolidés* ;
 - IFRS 11 – *Partenariats* ;
 - IFRS 12 – *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités* ;
 - *Dispositions transitoires – amendements aux normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12* ;
 - *amendement d'IAS 36 - Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers* ;
 - *amendement d'IAS 39 – Changement d'instruments dérivés et prolongation de la comptabilité de couverture* ;
 - *Entités d'investissements – amendements aux normes IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27*.
- Normes non adoptées par l'Union européenne :
 - IFRS 9 – *Instruments financiers* ;
 - *améliorations annuelles 2010-2012 des IFRS (décembre 2013)* ;
 - *améliorations annuelles 2011-2013 des IFRS (décembre 2013)* ;
 - IFRIC 21 – *Droits ou taxes*.

Les principes appliqués par Schneider Electric au 31 décembre 2013 ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB, à l'exception des normes :

- IAS 28 Révisée – *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* ;
- IFRS 10 – *États financiers consolidés* ;
- IFRS 11 – *Partenariats* ;
- IFRS 12 – *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités* ;
- *Entités d'investissements – amendements aux normes IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27*

qui sont applicables dès le 1^{er} janvier 2013 en normes IFRS telles que publiées par l'IASB mais d'application obligatoire seulement au 1^{er} janvier 2014 selon l'Union Européenne.

Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur ses comptes consolidés.

1.2 – Retraitement des comptes consolidés comparatifs 2012

IAS 19 Révisée a été appliquée depuis le 1^{er} janvier 2013 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012 sur les comptes comparatifs de l'exercice 2012. Conformément aux préconisations de la norme IAS19 Révisée en juin 2011, les taux de rendement attendus des actifs à long terme sur l'exercice 2013 sont égaux aux taux d'actualisation à la clôture du 31 décembre 2012. L'impact en 2013 s'élève à 40 millions d'euros en diminution du résultat financier et s'élève à 39 millions d'euros en 2012 ; l'écart entre le taux réel et le taux ainsi estimé est comptabilisé en Autres éléments du résultat global non recyclable.

Par ailleurs, l'impact d'IAS 19 Révisée sur l'effet du passage par capitaux propres des coûts des services passés, dont l'amortissement était jusqu'alors un produit d'environ 1 million d'euros par an, est de 17 millions d'euros au 1^{er} janvier 2013. Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée, soit :

- une augmentation des réserves consolidées de 12 millions d'euros au 01/01/2012 ;
- une charge après impôt de 27 millions d'euros sur le résultat net 2012 et
- un produit net d'impôt de 26 millions d'euros sur les autres éléments du résultat global en 2012.

IAS 19 Révisée est sans incidence sur la reconnaissance des écarts actuariels puisque ceux-ci étaient déjà comptabilisés directement en capitaux propres.

1.3 – Bases d'évaluation

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les valeurs comptables des actifs et passifs couverts en application de couvertures de juste valeur, pour la part correspondant au risque couvert, sont évaluées à la juste valeur.

1.4 – Utilisation d'estimations et hypothèses

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles (note 1.11) et l'évaluation de la perte de valeur sur goodwill (note 8) ;
- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs financiers non-courants (note 1.12 et note 15) ;
- la valeur de réalisation des stocks et travaux en-cours (note 1.13) ;
- la valeur recouvrable des créances d'exploitation (note 1.14) ;
- l'évaluation des paiements fondés sur des actions (note 1.20) ;
- l'estimation des provisions pour risques et charges, et en particulier les provisions pour garantie (note 1.21) ;
- l'évaluation des engagements de retraite (note 22).

1.5 – Principes de consolidation

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif s'entend comme un contrôle exercé par tout moyen, tel que la détention d'un intérêt majoritaire en droits de vote, la détention d'intérêts minoritaires significatifs, ou des contrats ou accords avec les autres actionnaires.

Les participations dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires, telles que sociétés en participation et accords de coopération, sont consolidées par intégration proportionnelle conformément au traitement de référence prévu par la norme IAS 31 – *Participations dans les coentreprises*.

Les participations sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont comptabilisées en appliquant la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée établie lorsque le Groupe détient plus de 20 % des droits de vote.

Les acquisitions ou cessions de sociétés intervenues en cours d'exercice sont prises en compte dans les états financiers consolidés à partir de la date de prise ou jusqu'à la date de perte du contrôle effectif.

Les opérations et soldes intragroupe sont éliminés.

La liste des principales filiales et participations consolidées est présentée en note 32.

La consolidation est réalisée à partir de comptes clos au 31 décembre de l'exercice, à l'exception de certaines sociétés mises en équivalence. Toutefois pour ces dernières, les comptes incorporés sont arrêtés au 30 septembre de l'exercice (décalage maximal de trois mois, en conformité avec les règles du référentiel).

1.6 – Regroupements d’entreprises

Les regroupements d’entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l’acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 – *Regroupements d’entreprises*. Conformément à l’option prévue par la norme IFRS 1 – *Première Adoption des IFRS*, les regroupements d’entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 n’ont pas été retraités. Les coûts d’acquisition significatifs sont présentés dans la ligne “Autres produits et charges” du compte de résultat.

Les actifs, passifs, et passifs éventuels de l’entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d’acquisition, valeur qui peut être ajustée jusqu’au terme d’une période d’évaluation pouvant atteindre 12 mois suivant la date d’acquisition.

La différence existant entre le coût d’acquisition hors frais d’acquisition et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs à la date d’acquisition est comptabilisée en écart d’acquisition. Lorsque le coût d’acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs identifiés acquis, l’écart est immédiatement reconnu en résultat.

Les écarts d’acquisition ne sont pas amortis et sont soumis à des tests de dépréciation dès lors qu’un indice de perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an (note 1.11 ci-dessous). Le cas échéant, les pertes de valeur sont comptabilisées dans le poste Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions.

1.7 – Conversion des états financiers des filiales étrangères

La devise d’établissement des comptes consolidés est l’euro.

Les états financiers des filiales utilisant une monnaie fonctionnelle différente sont convertis en euros en utilisant :

- le cours officiel à la date de clôture pour les actifs et passifs ;
- le cours moyen de l’exercice pour les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie.

Les différences de conversion résultant de l’application de ces cours sont enregistrées dans le poste Réserves de conversion dans les capitaux propres consolidés. Conformément à la norme IFRS 1 – *Première Adoption des IFRS*, les écarts de conversion cumulés au 1^{er} janvier 2004 ont été mis à zéro par la contrepartie des réserves consolidées sans impact sur les capitaux propres totaux.

1.8 – Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date d’enregistrement des transactions ou le cours de couverture. À la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en devise fonctionnelle au taux de change de clôture ou au taux de couverture. Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le résultat financier. Le traitement des couvertures de change est précisé en note 1.23.

1.9 – Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles acquises séparément ou dans le cadre d’un regroupement d’entreprises

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique. Elles sont ensuite évaluées selon le modèle du coût, qui constitue le traitement de référence de la norme IAS 38 – *Immobilisations incorporelles*.

Les actifs incorporels (principalement des marques et des listes clients) acquis dans le cadre de regroupements d’entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur à la date du regroupement, déterminée sur la base d’évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres, et qui constituent leur coût historique d’entrée en consolidation. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Leur valeur fait l’objet d’un suivi régulier afin de s’assurer qu’aucune perte de valeur ne doit être comptabilisée.

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d’utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales et réglementaires. La valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu’un indice de perte de valeur est identifié.

L’amortissement et les pertes de valeur des incorporels acquis dans le cadre d’un regroupement d’entreprises sont présentés sur une ligne spécifique du compte de résultat “Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions”.

Marques

Les marques acquises dans le cadre de regroupements d’entreprises ne sont pas amorties lorsque leur durée de vie présente un caractère indéterminé.

Les critères qui permettent de fixer le caractère indéterminé ou non de la durée de vie de ces marques et, le cas échéant, leur durée de vie sont les suivants :

- notoriété de la marque ;
- pérennité de la marque en fonction de la stratégie d’intégration de la marque acquise au portefeuille de marques du Groupe.

La valeur des marques non amorties est testée au minimum une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée.

Immobilisations incorporelles générées en interne

Dépenses de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charge au moment où elles sont encourues.

Le Groupe a mis en place à compter de 2004 les systèmes nécessaires pour permettre le suivi et la capitalisation au bilan des coûts de développement. En conséquence, seuls les projets relatifs au développement de nouveaux produits lancés à partir de 2004 sont capitalisés.

Les dépenses de développement de nouveaux projets sont immobilisées dès lors que les critères suivants sont strictement respectés :

- le projet est nettement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée et le Groupe a l'intention et la capacité financière de terminer le projet et d'utiliser ou de vendre les produits issus de ce projet ;
- le Groupe alloue les ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement ;
- il est probable que le projet développé générera des avantages économiques futurs qui bénéficieront au Groupe.

Les frais de développement ne répondant pas à ces critères sont enregistrés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les projets de développement capitalisés sont amortis sur la durée de vie de la technologie sous-jacente, comprise généralement entre 3 et 10 ans. L'amortissement des projets ainsi capitalisés est incorporé au prix de revient des produits correspondants et enregistré en coûts des ventes lorsque les produits sont vendus.

Mise en place de progiciels

Les coûts (internes et externes) se rapportant à la mise en place de progiciels de type ERP (progiciels intégrés) sont immobilisés dès lors qu'ils se rapportent à la phase de programmation, de codification et de tests. Ils sont amortis sur la période d'usage de tels progiciels. L'amortissement du progiciel SAP Bridge en cours de déploiement dans le Groupe se fait, conformément au paragraphe 98 de la norme IAS 38, sur la base du rythme de consommation des avantages économiques futurs attendus représentatifs de l'actif, à savoir le mode des unités de production. Ces unités de production sont égales au nombre d'utilisateurs de la solution déployés par rapport au nombre d'utilisateurs cibles à la fin du déploiement.

1.10 – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de terrains, constructions et matériels de production et sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur, selon le traitement de référence de la norme IAS 16 – *Immobilisations corporelles*.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent les immobilisations. Ces durées correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

- constructions : 20 à 40 ans ;
- installations techniques, matériels et outillages : 3 à 10 ans ;
- autres : 3 à 12 ans.

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles directement rattachées à l'activité (lignes de production par exemple) tiennent compte des cycles de vie estimés des produits.

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles sont revues périodiquement, et peuvent être modifiées prospectivement selon les circonstances.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle des immobilisations dans le calcul des amortissements lorsque cette valeur résiduelle est jugée significative.

Les amortissements sont comptabilisés en charge de l'exercice ou sont incorporés au coût de production des stocks ou au prix de revient des immobilisations incorporelles générées en interne. Ils sont donc comptabilisés au compte de résultat en coût des ventes, en coût de recherche et développement ou en frais généraux et commerciaux selon les cas.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultat dans la rubrique Autres produits et charges d'exploitation.

Contrats de location

Les biens utilisés dans le cadre de contrats de location sont immobilisés, en contrepartie d'une dette financière, lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

Les contrats de location dans lesquels les risques et avantages ne sont pas transférés au Groupe sont classés en location simple. Les paiements au titre des locations simples sont comptabilisés en charge de façon linéaire sur la durée du contrat.

Coûts d'emprunt

Depuis le 1^{er} janvier 2009 (date de la première application de la version révisée d'IAS 23 – *Coûts d'emprunt*), les coûts d'emprunt encourus pendant la période de construction et d'acquisition d'un actif qualifié au sens de la norme sont capitalisés dans les coûts de cet actif s'il est probable que l'actif générera des avantages économiques futurs et si ces coûts peuvent être estimés de façon fiable. Sinon, ils sont comptabilisés en charges de la période. Jusqu'en 2008, ces coûts étaient systématiquement passés en charges lorsqu'ils étaient encourus.

1.11 – Dépréciations d'actifs

Le Groupe procède, conformément à la norme IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*, à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs long terme selon le processus suivant :

- pour les actifs corporels et incorporels amortis, le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur sur ces immobilisations. Ces indices sont identifiés par rapport à des critères externes ou internes. Le cas échéant, un test de dépréciation est réalisé en comparant la valeur nette comptable à la valeur recouvrable qui correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes : prix de vente diminué du coût de cession ou valeur d'utilité ;
- pour les actifs incorporels non amortis et les écarts d'acquisition, un test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an, et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs qui seront générés par les actifs testés. Ces flux de trésorerie futurs résultent des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe, traduites dans des projections n'excédant généralement pas cinq ans, puis extrapolées sur la base d'un taux de croissance à l'infini. L'actualisation est réalisée à un taux correspondant au coût moyen pondéré du capital (CMPC) du Groupe à la date d'évaluation affecté d'une prime de risque en fonction de la zone géographique considérée. Le CMPC est de 7,8% au 31 décembre 2013, en légère augmentation par rapport au taux du 31 décembre 2012 (7,7 %). Il a été déterminé à partir d'un taux d'intérêt long terme de 2,9 % correspondant à la moyenne des OAT échéance 10 ans des dernières années, d'une prime correspondant à la moyenne de celles constatées sur les financements obtenus par le Groupe sur le dernier trimestre 2013, ainsi que sur des risques géographiques correspondant aux risques pays pondérés de l'activité du Groupe dans ces pays.

Le taux de croissance à l'infini est égal à 2 % et n'a pas évolué par rapport à l'exercice précédent.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles ces actifs peuvent être affectés. L'UGT est le plus petit groupe d'actifs qui inclut l'actif testé et qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les Unités génératrices de trésorerie, en 2013 comme en 2012, sont *Partner*, *Infrastructure*, *Industry*, *IT*, *Buildings* et *CST*. Les actifs ont été alloués aux UGT au niveau le plus fin en fonction des activités auxquelles ils appartiennent ; les actifs appartenant à plusieurs activités ont été alloués à chaque activité (*Power*, *Infrastructure* et *Industry* principalement) au prorata de leur chiffre d'affaires.

Le CMPC utilisé pour déterminer la valeur d'utilité de chaque UGT est de 8,0% pour *CST*, 8,9% pour *Industry*, 8,8% pour *Partner* et *IT*, 8,1% pour *Buildings* et 9,0% pour *Infrastructure*.

Les écarts d'acquisition sont affectés au moment de leur première comptabilisation. L'affectation aux UGT est cohérente avec la manière dont le management du Groupe suit la performance des opérations et apprécie les synergies liées aux acquisitions.

Une perte de valeur est comptabilisée dès lors que la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable à hauteur de l'excédent de sa valeur comptable par rapport à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la valeur de réalisation nette de frais. Lorsque l'UGT testée comporte un écart d'acquisition, la dépréciation lui est affectée prioritairement.

1.12 – Actifs financiers non courants

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Ils sont initialement enregistrés au coût d'acquisition, puis évalués ultérieurement à leur juste valeur, lorsque celle-ci peut être déterminée de façon fiable.

Pour les titres cotés sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée de façon fiable et correspond au cours de Bourse à la date de clôture (Niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs IFRS 7).

Lorsque la juste valeur ne peut être fondée sur des données de marché observables, les titres sont maintenus à leur coût net des dépréciations éventuelles. Dans ce cas, la valeur recouvrable est déterminée en fonction de la part du Groupe dans l'actif net, de la rentabilité future attendue et des perspectives de développement de l'entité représentative de l'investissement. Cette règle est notamment appliquée pour les titres non cotés.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées en autres éléments du résultat global au sein de l'état du résultat global et, au bilan, dans une rubrique séparée des capitaux propres (autres réserves) jusqu'à la cession effective des titres, date à laquelle elles sont recyclées en résultat. Par ailleurs, lorsqu'une perte de valeur identifiée est considérée comme significative ou durable au regard des circonstances, celle-ci est comptabilisée en résultat financier.

Les prêts, présentés en autres actifs financiers non courants, sont comptabilisés au coût amorti et font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Les créances financières à long terme sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est jugé significatif.

1.13 – Stocks et travaux en cours

Les stocks et travaux en cours sont évalués au plus bas de leur coût d'entrée (coût d'acquisition ou coût de production généralement déterminé selon la méthode du prix moyen pondéré) ou de leur valeur de réalisation nette estimée.

La valeur nette de réalisation est égale au prix de vente estimé net des coûts restant à encourir pour l'achèvement des produits et/ou la réalisation de la vente.

Les pertes de valeur des stocks sont comptabilisées en coût des ventes.

Le coût des travaux en cours, produits finis et semi-finis, comprend les coûts des matières et de la main-d'œuvre directe, les coûts de sous-traitance, l'ensemble des frais généraux de production sur la base de la capacité normale de production et la part des coûts de recherche et développement rattachable au processus de production (correspondant à l'amortissement des projets capitalisés mis en production et aux dépenses de maintenance des produits et des gammes).

1.14 – Clients et créances d'exploitation

Les dépréciations des créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte. L'identification des créances douteuses ainsi que le montant des dépréciations correspondantes est fondée sur l'expérience historique des pertes définitives sur créances, l'analyse par ancienneté des comptes à recevoir et une estimation détaillée de comptes à recevoir spécifiques ainsi que des risques de crédit qui s'y rapportent. Lorsque la certitude est acquise qu'une créance douteuse ne sera pas récupérée, ladite créance et sa dépréciation sont annulées par le compte de résultat.

Les créances sont comptabilisées pour leur montant actualisé lorsque leur échéance de règlement est supérieure à un an et que les effets de l'actualisation sont significatifs.

1.15 – Immobilisations destinées à la vente

Les immobilisations destinées à la vente ne sont plus amorties et sont présentées distinctement au bilan, sur la ligne immobilisations destinées à la vente pour une valeur égale au plus faible montant entre leur coût amorti et leur valeur nette de réalisation.

1.16 – Impôts différés

Les impôts différés correspondant aux différences temporelles existant entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en appliquant la méthode du report variable. Les actifs d'impôt différé sont reconnus quand leur réalisation future apparaît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires (y compris les montants reportables de manière illimitée) ne sont reconnus que lorsque leur réalisation peut être raisonnablement anticipée.

Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés, et sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité fiscale et qu'ils ont des échéances de renversement identiques.

1.17 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés au bilan comportent les montants en caisse, les comptes bancaires, les dépôts à terme de trois mois au plus ainsi que les titres négociables sur des marchés organisés. Les titres négociables sont constitués d'instruments très liquides détenus dans le cadre d'une gestion à court terme et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie dès la réalisation du placement. Il s'agit notamment de billets de trésorerie, fonds communs de placement ou équivalents. Compte tenu de la nature et des maturités de ces instruments, le risque de variation de valeur est négligeable et ces instruments sont présentés en équivalents de trésorerie.

1.18 – Actions propres

Les actions Schneider Electric SA détenues par la société mère ou par des sociétés intégrées sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition en réduction des capitaux propres et sont maintenues à leur coût d'acquisition jusqu'à leur cession.

Les gains (pertes) découlant de la cession des actions propres sont ajoutés (déduits) des réserves consolidées pour leurs montants nets des effets d'impôt.

1.19 – Engagements de retraite et autres avantages du personnel

Sur la base des législations et pratiques nationales, les filiales du Groupe peuvent avoir des engagements dans le domaine des plans de retraites et des indemnités de fin de carrière ainsi que d'autres avantages à long terme. Les montants payés au titre de ces engagements sont conditionnés par des éléments tels que l'ancienneté, les niveaux de revenus et les contributions aux régimes de retraites obligatoires.

Régimes à cotisations définies

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges opérationnelles les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues. N'étant pas engagé au-delà de ces cotisations, aucune provision n'est comptabilisée au titre de ces régimes.

Le Groupe participe, dans la plupart des pays, aux régimes généraux et obligatoires. Ces régimes sont comptabilisés comme des régimes à cotisations définies.

Régimes de retraite à prestations définies

Pour l'évaluation de ses régimes à prestations définies, le Groupe utilise la méthode des unités de crédit projetées.

La charge au compte de résultat est répartie entre le résultat opérationnel (pour les coûts des services rendus au cours de la période) et le résultat financier (pour les coûts financiers et les rendements attendus des actifs du régime).

Le montant comptabilisé au bilan correspond au montant actualisé de l'obligation net des actifs du régime.

Lorsque ce montant est un actif, l'actif reconnu est limité à la valeur actualisée de tout avantage économique à recevoir sous forme de remboursements du régime ou de diminutions des cotisations futures au régime.

Les changements liés aux modifications périodiques des hypothèses actuarielles relevant de la situation financière, économique générale ou aux conditions démographiques (changement dans le taux d'actualisation, augmentations annuelles des salaires, rendement des actifs, durée d'activité, etc.) ainsi que les écarts d'expérience sont reconnus immédiatement au bilan par la contrepartie d'une rubrique séparée des capitaux propres, autres réserves. Ils sont présentés en autres éléments du résultat global au sein de l'état du résultat global.

Autres engagements sociaux

Des provisions sont enregistrées et des charges reconnues pour la couverture de frais médicaux engagés pour certains retraités du Groupe, en Europe et aux États-Unis. Les principes de comptabilisation des régimes de couverture des frais médicaux pour les retraités sont similaires aux principes appliqués pour les régimes de retraite à prestations définies.

Par ailleurs, le Groupe provisionne, pour l'ensemble de ses filiales, les engagements au titre des avantages liés à l'ancienneté (principalement médailles du travail pour les filiales françaises). Pour ces avantages, les écarts actuariels sont reconnus intégralement par résultat.

1.20 – Paiements fondés sur des actions

Le Groupe accorde différents types de paiements fondés sur des actions à ses dirigeants et à certains de ses salariés :

- plans d'option d'achat et de souscription d'actions Schneider Electric SA ;
- actions gratuites ;
- avantages dont la valeur est basée sur le cours de l'action Schneider Electric SA (*stock appreciation rights*).

Seuls les plans mis en place après le 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1^{er} janvier 2005 sont concernés par l'application de la norme IFRS 2 – *Paiements fondés sur des actions*.

Conformément aux dispositions de cette norme, ces plans font l'objet d'une valorisation à la date d'attribution et d'une comptabilisation en charge de personnel, enregistrée linéairement sur la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires, en général trois ou quatre ans selon les pays d'attribution.

Pour valoriser les plans, le Groupe utilise le modèle binomial de Cox, Ross, Rubinstein.

La contrepartie de cette charge est enregistrée en réserves d'actions propres dans le cas des actions gratuites et des plans d'option d'achat ou de souscription. Dans le cas des *stock appreciation rights*, la contrepartie de la charge est une dette correspondant à l'avantage accordé et réévaluée à chaque clôture.

Au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, Schneider Electric a proposé à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours préférentiel (note 21.5).

1.21 – Provisions pour risques et charges

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation vis-à-vis d'un tiers antérieure à la date de clôture, lorsque la perte ou le passif est probable et peut être raisonnablement évalué. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable ni mesurable de façon fiable, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements. Les provisions sont estimées au cas par cas ou sur des bases statistiques et actualisées lorsque leur échéance est supérieure à un an. Le taux d'actualisation utilisé au 31 décembre 2013 pour les provisions long terme est de 2,3% (2,1% au 31 décembre 2012).

Les provisions sont notamment destinées à couvrir :

- les risques économiques :
ces provisions couvrent des risques fiscaux identifiés au cours de revues fiscales réalisées localement par les administrations fiscales et des risques financiers pour la plupart correspondant à des garanties données à des tiers sur certains actifs et passifs ;
- les risques commerciaux :
ces provisions sont essentiellement constituées pour couvrir les risques relatifs aux produits vendus à des tiers. Ce risque réside dans les plaintes individuelles sur de prétendus défauts des produits et l'appel en responsabilité correspondant ;
- les risques sur produits :
ces provisions sont constituées :
 - des provisions statistiques pour garantie : le Groupe provisionne sur une base statistique l'ensemble des garanties données sur la vente de produits Schneider Electric au-delà des risques couverts par les assurances,
 - des provisions pour litiges sur des produits défectueux et des provisions destinées à couvrir des campagnes de remplacement sur des produits clairement identifiés ;
- les risques environnementaux :
ces provisions sont essentiellement destinées à couvrir les coûts des opérations de dépollution ;
- les coûts de restructuration, dès lors que la restructuration a fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution avant la date de clôture.

1.22 – Passifs financiers

Les passifs financiers sont principalement constitués d'emprunts obligataires et de dettes financières courantes et non courantes auprès d'établissements de crédit. Ces passifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, de laquelle sont déduits le cas échéant des coûts de transaction directement rattachables. Ils sont ensuite évalués au coût amorti, sur la base de leur taux d'intérêt effectif.

1.23 – Instruments financiers et dérivés

Le Groupe centralise la gestion de la couverture de ses risques et utilise des instruments financiers dérivés uniquement pour gérer et couvrir opérationnellement les variations de taux de change, de taux d'intérêt ou de prix de certaines matières premières. Ainsi, le Groupe utilise des contrats tels que des contrats de *swaps*, des contrats d'options ou des contrats à terme fermes selon la nature des risques à couvrir.

Couvertures de change

Le Groupe souscrit périodiquement des dérivés de change pour couvrir le risque de change associé à des opérations libellées en devises étrangères. Une partie des couvertures a comme élément sous-jacent les créances et dettes opérationnelles enregistrées au bilan des sociétés du Groupe. Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture sur ces instruments puisque l'effet de la couverture est traduit mécaniquement en comptabilité. En effet, à la clôture, les dérivés de couverture sont réévalués à leur juste valeur (*mark to market*) et les gains et pertes sont constatés en résultat financier, où ils sont compensés par les gains ou pertes de change découlant de la conversion au taux de clôture de l'exercice des créances et dettes opérationnelles libellées en devises étrangères, conformément aux dispositions de la norme IAS 21 – *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*.

Le Groupe peut également effectuer des opérations de couverture de flux prévisionnels, qu'il s'agisse de flux d'exploitation récurrents, de prêts intragroupe en devises ou d'opérations d'acquisition ou de cession de participations. En application de la norme IAS 39, ces couvertures de flux prévisionnels sont traitées comme des couvertures de flux de trésorerie futurs (*Cash Flow Hedge*). À la clôture, les instruments de couverture correspondant à ces couvertures sont enregistrés au bilan à leur juste valeur. La part efficace des couvertures est enregistrée dans une rubrique distincte des capitaux propres (autres réserves) puis recyclée en résultat lorsque l'élément couvert affecte lui-même le compte de résultat. La part inefficace des couvertures est immédiatement comptabilisée en résultat financier.

Par ailleurs, certaines créances ou prêts à long terme accordés aux filiales constituent un investissement net à l'étranger au sens d'IAS 21 – *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*. En application des règles relatives aux couvertures d'investissement net, l'effet des variations de change relatives à ces éléments est comptabilisé en capitaux propres et recyclé en résultat lors de la cession de l'investissement.

Couvertures de taux

Des contrats de *swaps* de taux d'intérêt permettent de gérer l'exposition du Groupe au risque de taux. Les instruments dérivés utilisés sont économiquement adossés aux échéances, aux taux et aux devises des emprunts couverts. Ces contrats impliquent l'échange de taux fixes et variables. Le différentiel d'intérêts est comptabilisé en charges ou produits financiers par contrepartie de comptes d'intérêts à recevoir ou à payer le cas échéant. Pour ces instruments de taux, le Groupe applique la comptabilité de couverture selon IAS 39 et les impacts d'évaluation à la juste valeur sont comptabilisés en capitaux propres ou en résultat selon qu'il s'agit de couverture de flux de trésorerie futurs (*Cash Flow Hedge*) ou de juste valeur (*Fair Value Hedge*).

Couvertures d'achat de matières premières

Par ailleurs, le Groupe souscrit des contrats d'achat à terme, des contrats d'échanges et options destinés à couvrir le cours des matières premières pour tout ou partie des achats prévisionnels futurs de matières premières. Selon IAS 39, ces couvertures sont qualifiées de couvertures de flux de trésorerie futurs. À la clôture, ces instruments sont enregistrés au bilan à leur juste valeur (*mark to market*). La part efficace des couvertures est enregistrée dans une rubrique distincte des capitaux propres (autres réserves), puis recyclée en résultat (marge brute) lorsque le sous-jacent couvert affecte le résultat consolidé. Les effets de ces couvertures sont alors incorporés dans le prix de revient des produits vendus. La part inefficace des couvertures est immédiatement comptabilisée en résultat financier.

Les flux de trésorerie découlant des instruments financiers sont traités dans le tableau de flux de trésorerie consolidé sur le même plan que les opérations auxquelles ils se rattachent.

Engagements de rachat d'actionnaires minoritaires

Conformément à la recommandation de l'AMF de novembre 2009 et en l'absence de disposition prescriptive dans le référentiel IFRS, le Groupe a pris l'option de maintenir le traitement comptable des engagements de rachats de minoritaires appliqué jusqu'au 31 décembre 2009, s'agissant des *puts* sur minoritaires antérieurs à cette date, émis à l'occasion de regroupements d'entreprises. En l'espèce, le Groupe a opté pour la comptabilisation en écart d'acquisition de l'écart entre le prix de rachat des intérêts minoritaires et la quote-part de situation nette acquise, sans procéder à la réévaluation des actifs et passifs acquis. Les variations ultérieures de valeur de la dette sont comptabilisées en contrepartie de l'écart d'acquisition.

Le Groupe a opté pour la comptabilisation des variations ultérieures de valeur des engagements de rachat d'actionnaires minoritaires en contrepartie de la situation nette.

1.24 – Reconnaissance des revenus

Les revenus du Groupe sont principalement constitués des ventes de marchandises, des prestations de service et des revenus des activités d'affaires (contrats).

Ventes de marchandises

Les ventes sont enregistrées lors du transfert des risques et avantages (généralement FOB point d'embarquement).

Les remises accordées aux distributeurs sont provisionnées dès la vente au distributeur et présentées en déduction du chiffre d'affaires.

Certaines filiales du Groupe peuvent aussi attribuer des escomptes financiers. Ces escomptes et rabais sont enregistrés en diminution des ventes.

Le chiffre d'affaires consolidé est présenté net de l'ensemble de ces rabais et escomptes.

Prestations de services

Les revenus des prestations de services sont enregistrés sur la durée et selon les modalités du contrat. Les revenus liés aux prestations de services sont reconnus lorsque le résultat de la transaction peut être déterminé de façon fiable, et en fonction de l'avancement de la prestation rendue par le Groupe.

Contrats à long terme

Les revenus des contrats à long terme sont comptabilisés en utilisant la méthode du pourcentage d'avancement, déterminé soit en pourcentage des coûts encourus par rapport aux coûts totaux estimés à terminaison, soit selon les étapes techniques définies au contrat et, en particulier, les phases essentielles de performance (preuve de l'installation ou livraison des équipements). Lorsque les contrats comportent des clauses de performance en faveur du Groupe, celles-ci sont reconnues à l'avancement du contrat et provisionnées si les objectifs ne sont pas atteints.

Pour tous les contrats à long terme, les pertes à terminaison probables sont provisionnées. La valeur des travaux en cours comporte les coûts directs et indirects liés à l'exécution des contrats.

1.25 – Résultat par action

Le résultat par action est calculé conformément à la norme IAS 33 – *Résultat par Action*.

Le résultat net par action dilué est calculé en ajustant le résultat net part du Groupe et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de l'effet dilutif de l'exercice des plans d'options de souscription ouverts à la date de clôture. La dilution rattachée aux options est déterminée selon la méthode du rachat d'actions (nombre théorique d'actions rachetées au prix du marché [prix moyen de l'année] à partir des fonds recueillis lors de l'exercice des options).

1.26 – Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie consolidés est préparé en utilisant la méthode indirecte : celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat net avec la trésorerie nette générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut la trésorerie et les équivalents de trésorerie, constitués d'instruments de placement (note 1.20), sous déduction des découverts et encours bancaires.

Note 2 Évolution du périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe, établis au 31 décembre 2013, regroupent les comptes des sociétés dont la liste est donnée en note 32. Le périmètre de consolidation retenu au 31 décembre 2013 peut se résumer de la façon suivante :

Nombre de sociétés actives	31/12/2013	31/12/2012
Société mère et sociétés consolidées par intégration globale	543	582
Sociétés consolidées par intégration proportionnelle	3	3
Sociétés consolidées par mise en équivalence	4	6
TOTAL	550	591

2.1 – Suivi des acquisitions de 2012

En application de la norme IFRS 3 révisée, Schneider Electric a valorisé les actifs acquis et les passifs assumés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'allocation définitive du prix d'acquisition de M&C Energy Group (12 juin 2012) a conduit à reconnaître principalement des immobilisations incorporelles pour 19 millions d'euros (relations clientèles); ces actifs ont été évalués par des experts indépendants. Des passifs éventuels ont été comptabilisés pour un montant total de 1 million d'euros.

Les données comparatives 2012 n'ont pas nécessité une modification en 2013, car les impacts liés au changement de juste valeur des actifs reconnus dans le cadre de l'acquisition étaient non significatifs à l'échelle du Groupe Schneider Electric au bilan et également en compte de résultat.

2.2 – Acquisitions de l'exercice

L'impact des acquisitions de l'exercice sur la trésorerie s'élève à 294 millions d'euros, net de la trésorerie acquise.

	31/12/2013	31/12/2012
Acquisitions	(330)	(249)
Trésorerie décaissée	(336)	(268)
Trésorerie acquise/(cédée)	6	19
Cessions	36	7
Autres opérations	-	-
INVESTISSEMENT FINANCIER NET	(294)	(242)

Il s'agit principalement de l'acquisition des 50% complémentaires d'Electroshield - TM Samara le 28 mars 2013, conformément aux termes du contrat d'acquisition de 2010 et pour le prix de 10,2 milliards de roubles convenu à l'époque.

Depuis cette date, Electroshield - TM Samara est consolidée par intégration globale.

La prise du contrôle d'Electroshield – TM Samara par Schneider Electric implique, en application d'IFRS 3 révisée sur les regroupements d'entreprises:

- de réévaluer à la juste valeur, en contrepartie du résultat, les 50% antérieurement détenus et mis en équivalence jusqu'alors,
- de comptabiliser à leur juste valeur la totalité des actifs et passifs identifiables d'Electroshield – TM Samara et un goodwill, pour le solde ainsi constaté par rapport à la valeur d'entrée au périmètre de consolidation.

L'allocation provisoire du prix d'acquisition d'Electroshield – TM Samara a conduit à reconnaître principalement des réévaluations d'immobilisations corporelles estimés par des experts indépendants pour 15 millions d'euros et des passifs éventuels comptabilisés pour un montant total 106 millions d'euros. L'écart d'acquisition n'est pas déductible fiscalement.

Au 31 décembre 2013, les principaux éléments de calcul provisoires étaient :

- les passifs éventuels, car le recensement des risques n'était pas achevé lors de la clôture des comptes au 31 décembre 2013 ;
- les actifs corporels, car l'estimation à la juste valeur de ces actifs était en cours ;
- les actifs incorporels, car les hypothèses retenues seront affinées en 2014.

Note 3 Information sectorielle

Le Groupe est organisé en 5 activités (*Partner, Infrastructure, Industry, IT, Buildings*). Les cinq activités sont les suivantes :

- l'**activité Partner** (ex-Power) propose des produits et des solutions basse tension sur tous les marchés finaux, avec notamment des fonctions de protection (disjoncteurs), des dispositifs de surveillance et de contrôle électrique, des compteurs électriques, des armoires électriques, des conduites électriques, des systèmes de correction du facteur de puissance, les produits LifeSpace (câblage électrique, connectivité réseau, systèmes de contrôles résidentiels et bâtiments et systèmes de gestion des câbles), la conversion et connexion aux énergies renouvelables et des installations de recharge des véhicules électriques ;
- l'**activité Infrastructure**, combine l'ensemble des activités Moyenne Tension du Groupe, y compris celles d'Areva Distribution, ainsi que celles de Telvent ; l'activité est responsable des segments Pétrole & Gaz, Régies Electriques et Transport en ce qui concerne les solutions intégrées ;
- l'**activité Industry** inclut les activités d'Automatismes et contrôle industriel, est responsable de quatre segments de clients finaux (Constructeurs de Machines, Traitement de l'Eau, Mines & Métaux, Agroalimentaire) et inclut également l'activité Custom Sensors & Technologies (Capteurs & Actionneurs) ;
- l'**activité IT** inclut les activités d'Énergie sécurisée ; elle est responsable pour les solutions intégrées de trois segments de clients finaux (Centres de données, Finance, Cloud computing et Télécommunications) ;
- l'**activité Buildings** inclut les activités d'Automatismes du bâtiment et de sécurité et est responsable des segments de clients finaux Hôtels/ Commerces, Hôpitaux, Laboratoires, Immobilier, Gouvernements/Enseignement.

Les éléments relatifs à la Direction Générale du Groupe et non rattachables à un secteur en particulier sont isolés dans une colonne "Coûts centraux".

Les informations données par secteur opérationnel sont identiques à celles présentées au Conseil d'Administration, qui a été identifié comme le "Principal Décideur Opérationnel" en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluation de la performance des segments. La mesure de la performance de chaque secteur utilisée principalement par le Conseil d'Administration est le résultat EBITA ajusté. Les rémunérations en actions ne sont pas allouées aux activités mais sont incluses dans la colonne "Coûts centraux". Le Conseil d'Administration n'examine pas les actifs et passifs par activité.

Les données par secteur suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

Ces informations sont commentées au chapitre 4 du Document de Référence (Rapport de Gestion).

3.1 – Informations par secteur opérationnel

31 décembre 2013

(en millions d'euros)	<i>Partner</i>	<i>Infrastructure</i>	<i>Industry</i>	<i>IT</i>	<i>Buildings</i>	Coûts centraux	TOTAL
Chiffre d'affaires	8 476	5 728	4 311	3 442	1 594	-	23 551
EBITA ajusté*	1 801	560	833	650	94	(526)	3 412
EBITA ajusté %	21,2 %	9,8 %	19,3 %	18,9 %	5,9 %	-	14,5 %
Autres produits et charges d'exploitation	53	(17)	35	(5)	9	(2)	73
Charges de restructuration	(74)	(59)	(22)	(7)	(12)	(2)	(176)
EBITA	1 780	484	846	638	91	(530)	3 309
EBITA %	21,0 %	8,4 %	19,6 %	18,5 %	5,7 %	-	14,1%

* *EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et avant autres produits et charges d'exploitation (dont coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).*

La part des solutions dans le chiffre d'affaires s'élève à 40 % en 2013.

31 décembre 2012

(en millions d'euros)	<i>Partner</i>	<i>Infrastructure</i>	<i>Industry</i>	<i>IT</i>	<i>Buildings</i>	Coûts centraux	TOTAL
Chiffre d'affaires	8 738	5 366	4 483	3 677	1 682	-	23 946
EBITA ajusté [*]	1 813	575	823	698	107	(501)	3 515
EBITA ajusté %	20,7 %	10,7 %	18,4 %	19,0 %	6,4 %	-	14,7 %
Autres produits et charges d'exploitation	17	(6)	(2)	(3)	(3)	(13)	(10)
Charges de restructuration	(84)	(32)	(21)	(4)	(12)	(11)	(164)
EBITA	1 746	537	800	691	92	(525)	3 341
EBITA %	20,0 %	10,0 %	17,8 %	18,8 %	5,5 %	-	14,0 %

* *EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et avant autres produits et charges d'exploitation (dont coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).*

La part des solutions dans le chiffre d'affaires s'élève à 39 % en 2012.

3.2 – Informations par zone géographique

Les zones géographiques suivies par le Groupe sont les suivantes :

- Europe de l'Ouest ;
- Amérique du Nord (y compris Mexique) ;
- Asie-Pacifique ;
- Reste du monde (Europe de l'Est, Moyen-Orient, Afrique, Amérique du Sud).

Les actifs non courants incluent uniquement les écarts d'acquisition nets, les immobilisations corporelles et incorporelles nettes.

31 décembre 2013

	Europe de l'Ouest	dont France	Amérique du Nord	dont USA	Asie Pacifique	dont Chine	Reste du monde	TOTAL
Chiffre d'affaires par marché géographique	6 629	1 701	5 898	4 857	6 459	3 068	4 565	23 551
Actifs non courants	8 095	1 851	6 311	6 091	3 970	1 175	1 356	19 732

31 décembre 2012

	Europe de l'Ouest	dont France	Amérique du Nord	dont USA	Asie Pacifique	dont Chine	Reste du monde	TOTAL
Chiffre d'affaires par marché géographique	7 073	1 822	5 949	4 966	6 507	3 036	4 417	23 946
Actifs non courants	8 194	1 801	6 591	6 404	4 389	1 205	871	20 045

Par ailleurs, le Groupe suit la part des nouvelles économies dans le chiffre d'affaires :

	31/12/2013		31/12/2012		31/12/2011	
Chiffre d'affaires – Pays matures	13 429	57%	14 186	59 %	13 512	60 %
Chiffre d'affaires – Nouvelles économies	10 122	43%	9 760	41 %	8 833	40 %
TOTAL	23 551	100%	23 946	100 %	22 345	100 %

3.3 – Degré de dépendance à l'égard des principaux clients

Aucun client ne représente individuellement plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Note 4 Recherche et développement

Les frais de recherche et développement de l'exercice se répartissent comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012
Frais de recherche et développement en coûts des ventes	284	265
Frais de recherche et développement en frais de R&D ⁽¹⁾	535	507
Projets de développement capitalisés	326	286
TOTAL DES FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA PERIODE	1 145	1 058

(1) Dont 44 millions d'euros de crédit d'impôt recherche en 2013, 43 millions d'euros en 2012.

Les amortissements des projets de développement capitalisés s'élèvent à 147 millions d'euros sur l'exercice 2013, contre 133 millions d'euros sur l'exercice 2012.

Note 5 Dotations aux amortissements

Les charges d'exploitation incluent les dotations aux amortissements suivantes :

	31/12/2013	31/12/2012
Inclus dans le coût des ventes :		
Amortissements	(455)	(433)
Inclus dans les frais généraux et commerciaux :		
Amortissements	(150)	(150)
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	(605)	(583)

De plus, le montant net des pertes de valeurs des actifs non courants s'élève à 51 millions d'euros.

Note 6 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

	31/12/2013	31/12/2012
Pertes de valeur des actifs corporels et incorporels	(11)	(16)
Plus-values sur cessions d'actifs	39	8
Moins-values sur cessions d'actifs et mises au rebut	(41)	(10)
Coûts liés aux acquisitions	(52)	(52)
Modifications des plans d'avantages au personnel	173	21
Autres	(35)	39
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	73	(10)

Les coûts liés aux acquisitions sont les coûts d'acquisition, d'intégration et de séparation relatifs aux principales acquisitions 2012 et 2013.

La ligne "Modifications des plans d'avantages au personnel" inclut principalement des reprises de provision aux États-Unis, en France et en Norvège.

La ligne "Autres" inclut notamment des provisions pour indemnités ou litiges au 31 décembre 2013. En 2012, cette ligne incluait principalement une reprise de provision pour indemnités ou litiges échue au 31 décembre 2012.

Note 7 Charges de restructuration

Les coûts de restructuration s'élèvent à 176 millions d'euros sur la période. Ils sont principalement liés à des réorganisations industrielles et des fonctions support en Europe (environ 127 millions d'euros) et aux Amériques (environ 25 millions d'euros).

Note 8 Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions

	31/12/2013	31/12/2012
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(218)	(224)
Pertes de valeur des incorporels liés aux acquisitions	-	(1)
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	(250)
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES INCORPORELS LIES AUX ACQUISITIONS	(218)	(475)

La migration des marques du Groupe vers la marque Schneider Electric (projet *One Brand*) a conduit à amortir à compter du 1^{er} janvier 2010 les marques Xantrex, TAC et MGE sur une durée de six ans. La charge d'amortissement correspondante s'élève à 61 millions d'euros sur l'exercice 2013.

L'activité *Buildings* a fait face en 2012 à un environnement de marché compliqué du fait du ralentissement du marché de la construction sur ses pays matures clés qui a impacté sa performance financière en 2012. Lors du test de dépréciation d'actifs, le Groupe avait donc été amené à enregistrer une perte de valeur du *goodwill* de l'UGT *Buildings* de 250 millions d'euros avant effet d'impôt en 2012.

Concernant les tests de dépréciation effectués en 2013, ceux-ci n'ont pas conduit à comptabiliser de perte de valeur.

L'analyse de sensibilité aux hypothèses de ce test ne conduirait pas à comptabiliser une perte de valeur dans l'une des hypothèses suivantes :

- en cas de hausse du taux d'actualisation de 0,5 point ;
- en cas de baisse du taux de croissance de 1 point ;
- en cas de baisse du taux de marge de 0,5 point,

à l'exception de l'UGT *Buildings* dans les deux hypothèses suivantes :

- perte de valeur de 4 % des actifs en cas de hausse du taux d'actualisation de 0,5 point ;
- perte de valeur de 1 % des actifs en cas de baisse du taux de marge de 0,5 point.

Note 9 Autres produits et charges financiers

	31/12/2013	31/12/2012*
Résultat de change, net	(12)	(21)
Composante financière des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(69)	(84)
Dividendes reçus	7	12
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs disponibles à la vente	-	12
Ajustement à la juste valeur des actifs disponibles à la vente	(50)	-
Autres charges financières nettes	(35)	(16)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(159)	(97)

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée, comme mentionné dans la note 22 des annexes des comptes consolidés.

Les dividendes sont essentiellement perçus sur les titres AXA avant 2013. La plus-value sur cession de titres de participation provient principalement de la cession des titres AXA en 2012. Les titres NVC Lighting ont été dépréciés en 2013 pour un montant de 50 millions d'euros, comme stipulé dans la note 15.

Note 10 Impôt sur les sociétés

Dès que les conditions réglementaires sont réunies, les sociétés du Groupe recourent à l'intégration fiscale. Schneider Electric SA a choisi cette option vis-à-vis de ses filiales françaises détenues directement ou indirectement par l'intermédiaire de Schneider Electric Industries SAS.

10.1 – Analyse de la charge d'impôt

	31/12/2013	31/12/2012*
Impôt courant		
France	(176)	(19)
Étranger	(562)	(657)
Total	(738)	(676)
Impôts différés		
France	108	24
Étranger	(35)	98
Total	73	122
PRODUIT/(CHARGE) D'IMPOT	(665)	(554)

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 22 des comptes consolidés.

10.2 – Rapprochement entre impôt théorique et impôt effectif

	31/12/2013	31/12/2012*
Résultat net (part du Groupe)	1 888	1 813
(Charge) Produit d'impôt	(665)	(554)
Intérêts minoritaires	(77)	(87)
Résultat des sociétés mises en équivalence	22	34
Résultat avant impôt	2 608	2 420
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43 %
Éléments en rapprochement :		
Charge d'impôt théorique	(898)	(833)
Écart de taux France/Étranger	191	257
Crédits d'impôt et autres réductions d'impôt	150	118
Effets des déficits fiscaux	(35)	(10)
Autres différences permanentes	(73)	(86)
(Charge) Produit net d'impôt réel	(665)	(554)
TAUX EFFECTIF D'IMPOT	25,5%	22,9 %

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 22 des comptes consolidés.

Note 11 Écarts d'acquisition

11.1 – Principaux écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition du Groupe sont présentés ci-dessous par segment :

	31/12/2013 net	31/12/2012 net
<i>Partner</i>	3 717	3 943
<i>Industry</i>	2 139	2 244
<i>Buildings</i>	1 429	1 469
<i>IT</i>	2 890	3 015
<i>Infrastructure</i>	2 737	2 233
TOTAL	12 912	12 904

L'écart d'acquisition de Square D a été affecté selon une clé représentant les résultats opérationnels par segment :

	<i>Partner</i>	<i>Industry</i>
Square D Company	82 %	18 %

11.2 – Mouvements de la période

Les principaux mouvements de l'année sont récapitulés dans le tableau suivant :

	31/12/2013	31/12/2012
Écarts d'acquisition nets à l'ouverture	12 904	12 773
Acquisitions	607	195
Cessions	(12)	-
Perte de valeur	-	(250)
Effet des variations de change	(587)	(108)
Reclassement/Affectation	-	294
Écarts d'acquisition nets à la clôture	12 912	12 904
Dont pertes de valeur cumulées à la clôture	(395)	(413)

Acquisitions

Le Groupe dispose d'un délai de douze mois après la date d'acquisition pour finaliser l'affectation des écarts d'acquisition de ces entités. Les écarts d'acquisition correspondants sont donc provisoires.

Les écarts d'acquisition générés par les acquisitions réalisées en 2013 s'élèvent à 607 millions d'euros et correspondent principalement au groupe russe Electroshield – TM Samara. Les écarts d'acquisition générés par les acquisitions réalisées en 2012 s'élèvent à 195 millions d'euros et correspondent en partie au groupe anglais M&C Energy Group.

Perte de valeur

Les tests de dépréciation effectués sur l'ensemble des UGT du Groupe n'ont pas conduit à comptabiliser une perte de valeur.

Autres variations

Les variations de taux de change concernent principalement les écarts d'acquisition en dollars américains.

Note 12 Immobilisations incorporelles

12.1 – Variation des immobilisations incorporelles

	Marques	Logiciels	Projets de développement (R&D)	Autres incorporels	TOTAL
VALEURS BRUTES					
Situation au 31/12/2011	2 786	827	1 292	1 915	6 820
Acquisitions	4	21	286	4	315
Cessions/mises au rebut	-	(48)	(43)	(50)	(141)
Écarts de conversion	(56)	(3)	(25)	(16)	(100)
Reclassement	2	(33)	37	11	17
Variation de périmètre et divers	13	36	(15)	29	63
Situation au 31/12/2012	2 749	800	1 532	1 892	6 974
Acquisitions	-	18	326	5	349
Cessions/mises au rebut	-	(12)	(3)	-	(15)
Écarts de conversion	(143)	(16)	(59)	(78)	(296)
Reclassement	-	33	(31)	(19)	(17)
Variation de périmètre et divers	-	-	(2)	(1)	(3)
Situation au 31/12/2013	2 606	823	1 763	1 800	6 992

	Marques	Logiciels	Projets de développement (R&D)	Autres incorporels	TOTAL
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR					
Situation au 31/12/2011	(257)	(616)	(483)	(760)	(2 116)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(64)	(58)	(138)	(145)	(405)
Reprises d'amortissements	-	49	12	-	61
Écarts de conversion	5	3	15	15	38
Reclassement	-	31	(30)	1	2
Variation de périmètre et divers	-	(42)	37	(30)	(35)
Situation au 31/12/2012	(316)	(633)	(587)	(919)	(2 455)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(59)	(55)	(149)	(149)	(412)
Reprises d'amortissements	12	18	4	(13)	21
Écarts de conversion	4	13	31	44	92
Reclassement	(1)	2	(11)	16	6
Variation de périmètre et divers	-	-	2	-	2
Situation au 31/12/2013	(360)	(655)	(710)	(1 021)	(2 746)

	Marques	Logiciels	Projets de développement (R&D)	Autres incorporels	TOTAL
VALEURS NETTES					
Au 31/12/2011	2 529	211	809	1 155	4 704
Au 31/12/2012	2 433	167	945	974	4 519
Au 31/12/2013	2 246	168	1 053	779	4 246

En 2013, l'augmentation des actifs incorporels est principalement liée aux projets de développement capitalisés pour 326 millions d'euros.

En 2012, les variations de périmètre des actifs incorporels incluent essentiellement des actifs incorporels reconnus sur le groupe Telvent (250 millions d'euros), sur le groupe Leader & Harvest (85 millions d'euros) et sur le groupe Steck (23 millions d'euros) acquis en 2011, sur le groupe M&C Energy Group (19 millions d'euros) acquis en 2012.

Les amortissements et pertes de valeur des immobilisations incorporelles, hors *goodwill*, retraités dans le tableau de flux de trésorerie s'analysent comme suit :

<i>Impact sur la trésorerie</i>	31/12/2013	31/12/2012
Amortissements des immobilisations incorporelles	412	420
Pertes de valeur sur immobilisations incorporelles et autres	-	(15)
TOTAL*	412	405

* dont amortissements et pertes de valeur des immobilisations incorporelles liés aux acquisitions pour 218 millions d'euros sur l'exercice 2013 et pour 225 millions d'euros sur l'exercice 2012. (cf. note 8).

12.2 – Marques

À la clôture de l'exercice, les principales marques reconnues sont les suivantes :

	31/12/2013	31/12/2012
APC	1 333	1 406
PELCO	362	380
Clipsal	165	200
MGE	67	100
TAC	41	63
Juno	83	87
Digital	38	48
Autres	157	149
TOTAL NET	2 246	2 433

Les marques reconnues sur les acquisitions 2011 (Telvent, Luminous, Steck) s'élèvent à 70 millions d'euros dans la ligne autres.

La migration des marques du Groupe vers la marque Schneider Electric (projet *One Brand*) a conduit à amortir à compter du 1^{er} janvier 2010 les marques Xantrex, TAC et MGE sur une durée de six ans. La charge d'amortissement correspondante s'élève à 61 millions d'euros sur l'exercice.

Note 13 Immobilisations corporelles

13.1 – Variation des immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres	TOTAL
VALEURS BRUTES					
Situation au 31/12/2011	222	1 732	3 822	912	6 688
Acquisitions	-	78	148	262	488
Cessions/mises au rebut	(7)	(32)	(137)	(111)	(287)
Écarts de conversion	(4)	(13)	(21)	(4)	(41)
Reclassement	-	31	105	(127)	9
Variation de périmètre et divers	(1)	(14)	(5)	10	(10)
Situation au 31/12/2012	210	1 782	3 912	942	6 846
Acquisitions	3	65	140	265	473
Cessions/mises au rebut	(3)	(74)	(102)	(58)	(237)
Écarts de conversion	(8)	(61)	(128)	(50)	(247)
Reclassement	(1)	14	108	(143)	(22)
Variation de périmètre et divers	4	19	71	11	105
Situation au 31/12/2013	205	1 745	4 001	967	6 918

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres	TOTAL
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR					
Situation au 31/12/2011	(15)	(792)	(2 802)	(506)	(4 115)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(10)	(75)	(257)	(60)	(402)
Reprises d'amortissements	-	21	174	64	259
Écarts de conversion	-	5	9	3	17
Reclassement	-	(5)	2	(1)	(4)
Variation de périmètre et divers	-	12	9	-	21
Situation au 31/12/2012	(25)	(834)	(2 865)	(500)	(4 224)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(1)	(83)	(263)	(61)	(408)
Reprises d'amortissements	-	52	100	30	182
Écarts de conversion	-	22	81	26	129
Reclassement	-	7	(2)	4	9
Variation de périmètre et divers	-	(1)	(25)	(6)	(32)
Situation au 31/12/2013	(26)	(837)	(2 974)	(507)	(4 344)

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres	Total
VALEURS NETTES					
Au 31/12/2012	185	948	1 047	442	2 622
Au 31/12/2013	179	908	1 027	460	2 574

Les reclassements correspondent principalement aux mises en service d'immobilisations.

L'impact cash des acquisitions d'immobilisations corporelles se détaille comme suit :

Impact cash des acquisitions d'immobilisations corporelles	31/12/2013	31/12/2012
Augmentation des immobilisations corporelles	(473)	(488)
Variation des créances et dettes liées aux immobilisations corporelles	-	16
TOTAL	(473)	(472)

Les amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles retraités dans le tableau des flux de trésorerie s'analysent comme suit :

Impact sur la trésorerie	31/12/2013	31/12/2012
Amortissements des immobilisations corporelles	408	394
Pertes de valeur sur immobilisations corporelles	-	8
TOTAL	408	402

13.2 – Locations-financement

Les immobilisations corporelles comprennent les immobilisations en location-financement suivantes :

	31/12/2013	31/12/2012
Terrains	1	1
Constructions	30	45
Installations techniques, matériels et outillages et autres	31	31
Autres immobilisations corporelles	2	2
Amortissements cumulés	(41)	(68)
IMMOBILISATIONS EN LOCATION-FINANCEMENT	23	11

Les engagements de loyers futurs minimaux des immobilisations en location-financement au 31 décembre 2013 se détaillent comme suit :

	Paiements minimaux	Paiements minimaux actualisés
Moins d'un an	4	5
Plus d'un an et moins de cinq ans	6	10
Cinq ans et plus	-	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE LOYER	10	15
Effet d'actualisation	5	
Paiements minimaux actualisés	15	

13.3 – Locations simples

La charge locative s'analyse comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012
Loyers	109	121
Loyers conditionnels	-	-
Sous-location	3	4
TOTAL CHARGE LOCATIVE	112	125

Les engagements de location simple s'analysent comme suit au 31 décembre 2013 :

	Paiements minimaux	Paiements minimaux actualisés
Moins d'un an	107	106
Plus d'un an et moins de cinq ans	257	244
Cinq ans et plus	67	57
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE LOYER	431	407
Effet d'actualisation	(24)	
Paiements minimaux actualisés	407	

Note 14 Participations dans les entreprises associées

Le détail des titres mis en équivalence s'analyse comme suit :

	% de détention		Participation nette		Quote-part de résultat	
	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2012
Delta Dore Finance	20,0 %	20,0 %	15	16	1	1
Electroshield - TM Samara ⁽¹⁾	-	50,0 %	-	303	4	17
Sunten Electric Equipment ⁽²⁾	40,0 %	50,0 %	78	100	5	5
Fuji Electric FA Components & Systems	36,8 %	36,8 %	74	86	12	12
Autres	N/A	N/A	5	6	-	(1)
TOTAL	-	-	172	511	22	34

⁽¹⁾ Depuis l'acquisition complémentaire de 50% d'Electroshield – TM Samara le 28 mars 2013, Electroshield - TM Samara est consolidé en intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe. L'impact au compte de résultat 2013 correspond à la mise en équivalence de cette société jusqu'au 28 mars 2013.

⁽²⁾ En date du 27 décembre 2013, Schneider Electric a diminué sa participation de 10% dans Sunten Electric Equipment par cession d'actions.

Note 15 Actifs financiers

15.1 – Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente, essentiellement constitués de titres de participation, sont détaillés ci-dessous :

	% détenu	31/12/2013			31/12/2012
		Valeur brute	Réévaluation/ dépréciation	Juste valeur	Juste valeur
I – Titres cotés					
NVC Ligthing	9,2%	108	(48)	60	57
Gold Peak Industries Holding Ltd	4,4%	6	(4)	3	3
Total titres cotés		114	(52)	63	60
II – Titres non cotés					
FCPR SEV1	100%	37	13	50	70
SCL Elements Inc. ⁽¹⁾	100%	-	-	-	20
SE Buildings Energy Efficiency ⁽¹⁾	100%	16	-	16	17
FCPR Aster II (part A et part B) ⁽²⁾	100%	14	(3)	11	-
Inversion	35%	10	-	10	10
FCPR SESS	100%	10	-	10	3
Autres ⁽³⁾		15	(11)	4	33
Total titres non cotés		102	(1)	101	153
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE		216	(53)	164	213

(1) Sociétés acquises en 2012.

(2) Participation incluse sur la ligne FCPR SEV1 en 2012.

(3) Valeur brute unitaire inférieure à 5 millions d'euros.

La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente correspond au cours de clôture pour les titres cotés sur un marché actif.

Les titres NVC Lighting ont été acquis en juillet 2011 dans le cadre d'un partenariat permettant à Schneider Electric un accès exclusif aux canaux de distribution diffus et bien établis de NVC Lighting. La variation cumulée de juste valeur de ces titres, déterminée sur la base du cours de Bourse et s'élevant à une perte de 48 millions d'euros au taux de clôture (50 millions d'euros au taux de la période) au 31 décembre 2013, a été comptabilisée en résultat en Autres charges financières.

15.2 – Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants s'élèvent à 127 millions d'euros au 31 décembre 2013.

15.3 – Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants s'élèvent à 28 millions d'euros au 31 décembre 2013 et sont composés de placements de trésorerie non monétaires.

Note 16 Impôts différés par nature

La ventilation des impôts différés par nature est détaillée ci-dessous :

	31/12/2013	31/12/2012*
Impôts différés – Actif		
Déficits et crédits d'impôt reportables	450	354
Provisions pour retraite et engagements similaires	484	609
Pertes de valeur des créances clients et des stocks	169	166
Provisions et charges à payer non déductibles	48	59
Autres	602	551
IMPOTS DIFFERES ACTIFS	1 753	1 739
Impôts différés – Passif		
Différentiel entre amortissement comptable et fiscal	(113)	(82)
Marques et autres immobilisations incorporelles	(276)	(321)
Dépenses de R&D capitalisées	(72)	(60)
Autres	(533)	(551)
IMPOTS DIFFERES PASSIFS	(994)	(1 014)

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 22 des comptes consolidés.

Les reports déficitaires activés au 31 décembre 2013 sont localisés majoritairement en France (326 millions d'euros).

Note 17 Stocks et en-cours

L'évolution des stocks au bilan consolidé est la suivante :

	31/12/2013	31/12/2012
Valeur brute :		
Matières premières	1 354	1 478
En-cours de production	281	323
Produits intermédiaires et finis	1 306	1 512
Marchandises	378	67
En-cours Solutions	94	106
VALEUR BRUTE DES STOCKS	3 413	3 486
Perte de valeur :		
Matières premières	(204)	(200)
En-cours de production	(8)	(8)
Produits intermédiaires et finis	(152)	(169)
Marchandises	(10)	(13)
En-cours Solutions	(5)	(7)
PERTE DE VALEUR	(379)	(396)
Valeur nette :		
Matières premières	1 150	1 279
En-cours de production	273	315
Produits intermédiaires et finis	1 154	1 342
Marchandises	368	54
En-cours Solutions	89	100
VALEUR NETTE DES STOCKS	3 034	3 090

Note 18 Clients et créances d'exploitation

	31/12/2013	31/12/2012
Créances clients	5 153	5 310
Clients, effets à recevoir	184	193
Avances fournisseurs	91	92
Clients et créances d'exploitation, brutes	5 428	5 595
Pertes de valeur	(346)	(306)
Clients et créances d'exploitation, nettes	5 082	5 289
dont :		
Non échues	4 235	4 291
Retard n'excédant pas un mois	337	395
Retard compris entre un et deux mois	175	187
Retard compris entre deux et trois mois	87	88
Retard compris entre trois et quatre mois	61	76
Retard supérieur à quatre mois	187	252
CLIENTS ET CREANCES D'EXPLOITATION, NETTES	5 082	5 289

Les créances clients résultent des ventes aux clients finaux, lesquels sont géographiquement et économiquement largement répartis. En conséquence, le Groupe estime qu'il n'existe pas de concentration majeure du risque de crédit.

Par ailleurs, le Groupe applique une politique de prévention du risque client, notamment par un recours important à l'assurance-crédit et autres formes de garantie applicables au poste client.

Le tableau ci-après présente de manière synthétique les variations des provisions pour dépréciation des créances à court et long termes :

	31/12/2013	31/12/2012
Provisions pour dépréciation en début d'exercice	(306)	(259)
Dotations de l'exercice aux provisions	(58)	(53)
Reprise de provisions pour dépréciation avec utilisation	38	22
Reprise de provisions pour dépréciation sans utilisation	11	2
Écarts de conversion	16	3
Autres	(47)	(21)
PROVISIONS POUR DEPRECIATION A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	(346)	(306)

Note 19 Autres créances et charges constatées d'avance

	31/12/2013	31/12/2012
Autres débiteurs	298	308
Autres créances fiscales	686	641
Instruments dérivés	190	170
Charges constatées d'avance	194	172
TOTAL	1 368	1 291

Note 20 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/12/2013	31/12/2012
Valeurs mobilières de placement	2 193	1 720
Titres de créances négociables et dépôts court terme	342	443
Disponibilités	2 993	1 574
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 528	3 737
Découverts et encours bancaires	(140)	(120)
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE, NETS	5 388	3 617

Des cessions sans recours de créances clients ont eu lieu sur le second semestre 2013 pour un total de 132 millions d'euros, à comparer à 112 millions d'euros sur le second semestre 2012.

Note 21 Capitaux propres

21.1 – Capital

Capital social

Le capital social au 31 décembre 2013 est de 2 247 832 092 euros représenté par 561 958 023 actions de 4 euros de nominal chacune, totalement libérées.

Au 31 décembre 2013, le nombre total de droits de vote attachés aux 561 958 023 actions composant le capital est de 609 815 400.

La gestion du capital de Schneider Electric vise à :

- assurer la liquidité du Groupe ;
- optimiser sa structure financière ;
- optimiser son coût moyen pondéré du capital.

Elle doit permettre au Groupe d'avoir accès dans les meilleures conditions possibles aux différents marchés de capitaux. Les éléments de décision peuvent être des objectifs de bénéfice net par action, de rating ou d'équilibre de bilan. Enfin, la mise en œuvre des décisions peut dépendre des conditions spécifiques de marché.

Évolution du capital

Depuis le 31 décembre 2011, le capital a évolué comme suit :

	Nombre cumulé d'actions	Montant du capital (en euros)
Capital au 31/12/2011	548 943 024	2 195 772 096
Exercice d'options	2 952 154	11 808 616
Augmentation de capital à destination des salariés	3 521 836	14 087 344
Capital au 31/12/2012	555 417 014	2 221 668 056
Exercice d'options	3 788 938	15 155 752
Augmentation de capital à destination des salariés	2 752 071	11 008 284
CAPITAL AU 31/12/2013	561 958 023	2 247 832 092

Par ailleurs, l'exercice des options et les augmentations de capital ont fait augmenter les primes d'émission d'un montant de 208 536 503 euros.

21.2 – Actionnariat

	31/12/2013				31/12/2012	
	Capital %	Nombre d'actions	Droits de vote %	Nombre de droits de vote	Capital %	Droits de vote %
Capital Group Companies ⁽¹⁾	5,4	30 561 902	5,0	30 561 902	7,5	6,9
CDC	3,4	19 239 002	6,2	37 693 092	3,7	6,5
Salariés	4,2	23 536 150	6,5	39 590 106	4,4	6,8
Autocontrôle	0,0	1 058	-	-	0,0	
Auto détention	1,4	7 941 129	-	-	1,5	
Public	85,6	480 678 782	81,0	494 028 113	82,9	78,4
TOTAL	100,0	561 958 023	100,0	609 815 400⁽²⁾	100,0	100,0

(1) À la meilleure connaissance de la Société.

(2) Nombre de droits de vote résultant de l'article 223-11 du RG AMF qui inclut les actions privées de droit de vote.

Au 31 décembre 2013, il n'existe pas de pacte d'actionnaires.

21.3 – Résultat par action

Calcul du nombre moyen pondéré d'actions retenues

(en milliers d'actions)	31/12/2013		31/12/2012	
	Avant dilution	Après dilution	Avant dilution	Après dilution
Actions ordinaires*	550 682	550 682	543 042	543 042
Actions gratuites	-	3 459	-	3 281
Options de souscription	-	1 176	-	1 376
Nombre moyen pondéré d'actions	550 682	555 316	543 042	547 698

* Net de l'auto détention et de l'autocontrôle.

Résultat net par action

(en euros)	31/12/2013		31/12/2012*	
	Avant dilution	Après dilution	Avant dilution	Après dilution
Résultat avant impôt	4.74	4.70	4.46	4.42
RESULTAT NET PART DU GROUPE	3.43	3.40	3.34	3.31

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 22 des comptes consolidés.

21.4 – Dividendes versés et proposés

Au titre de l'exercice 2012, le Groupe a versé en 2013 un dividende d'un montant de 1,87 euro par action de 4 euros de nominal, soit un montant global de 1 054 millions d'euros.

Au titre de l'exercice 2011, le Groupe a versé en 2012 un dividende d'un montant de 1,70 euro par action de 4 euros de nominal, soit un montant global de 919 millions d'euros.

Au titre de l'exercice 2010, le Groupe a versé en 2011 un dividende d'un montant de 1,60 euro par action de 4 euros de nominal, soit un montant global de 856 millions d'euros.

Le dividende proposé à l'Assemblée Générale du 6 mai 2014 au titre de l'exercice 2013 s'élève à 1,87 euro par action de 4 euros de nominal. À la clôture de l'exercice 2013, le montant des réserves distribuables de la société tête de Groupe Schneider Electric SA s'élève à 7 965 millions d'euros (8 563 millions d'euros au 31 décembre 2012), hors résultat net de l'exercice.

21.5 – Paiements sur la base d'actions

Renseignements relatifs aux plans d'options et d'actions gratuites en cours

Le Conseil d'Administration de Schneider Electric SA puis le Directoire ont mis en place des plans d'options et d'actions gratuites au profit des dirigeants et de certains salariés du Groupe, dont les principales caractéristiques au 31 décembre 2013 sont les suivantes :

Plans d'options

N° du Plan	Date du conseil	Type de plan ⁽¹⁾	Point de départ d'exercice des options	Date d'expiration	Prix d'exercice (en euros)	Nombre d'options accordées à l'origine	Options annulées en raison de la non-atteinte des objectifs
18	24/03/2000	A	24/03/2003	23/03/2008	32,62	2 842 400	1 373 200
19	04/04/2001	S	04/04/2005	03/04/2009	34,06	3 115 700	NA ⁽²⁾
20	12/12/2001	S	12/12/2005	11/12/2009	25,63	3 200 000	333 600
21	05/02/2003	S	05/02/2007	04/02/2011	22,60	4 000 000	283 800
22	05/02/2003	S	05/06/2003	04/02/2011	22,60	222 000	NA ⁽²⁾
23	06/05/2004	S	01/10/2004	05/05/2012	27,77	214 000	NA ⁽²⁾
24	06/05/2004	S	06/05/2008	05/05/2012	27,77	4 121 400	188 600
25	12/05/2005	S	01/10/2005	11/05/2013	28,23	277 000	NA ⁽²⁾
26	28/06/2005	S	28/06/2009	27/06/2013	30,09	4 007 600	-
27	01/12/2005	S	01/12/2009	30/11/2013	35,70	3 229 800	-
28	21/12/2006	S	21/12/2010	20/12/2016	40,67	2 514 240	-
29	23/04/2007	S	23/04/2011	22/04/2017	48,52	166 300	-
30	19/12/2007	S	19/12/2011	18/12/2017	46,00	1 889 852	980 926
31	05/01/2009	S	05/01/2013	04/01/2019	26,06	1 358 000	-
32	21/08/2009	S	21/08/2013	20/08/2019	31,30	10 000	-
33	21/12/2009	S	21/12/2013	20/12/2019	37,92	1 652 686	-
TOTAL						32 820 978	3 160 126

(1) S = plan d'options de souscription/A = plan d'options d'achat.

(2) Non applicable en l'absence de critères de levée d'options.

Les plans d'options répondent aux règles suivantes :

- l'exercice des options est généralement subordonné à des conditions d'appartenance au Groupe et d'atteinte des critères de performance ;
- la durée de vie des options est de 8 à 10 ans ;
- la période d'acquisition des droits est de 3 ou 4 ans aux États-Unis et de 4 ans pour le reste du monde.

Plans d'actions gratuites

N° du Plan	Date du conseil	Date d'acquisition	Point de départ de cession	Nombre d'actions accordées à l'origine	Actions annulées en raison de la non-atteinte des objectifs
1	21/12/2006	21/12/2009	21/12/2011	104 012	-
2	23/04/2007	23/04/2010	23/04/2012	4 428	-
3	19/12/2007	19/12/2010	19/12/2012	132 788	69 434
4	19/12/2007	19/12/2011	19/12/2011	114 500	58 176
5	05/01/2009	05/01/2012	05/01/2014	287 430	-
6	05/01/2009	05/01/2013	05/01/2013	424 702	-
7	21/08/2009	21/08/2012	21/08/2014	2 500	-
8	21/12/2009	21/12/2011	21/12/2013	319 506	-
9	21/12/2009	21/12/2013	21/12/2013	780 790	-
10	17/12/2010	17/03/2013	17/03/2015	665 524	11 409
11	17/12/2010	17/12/2014	17/12/2014	1 161 696	17 237
10 bis	26/07/2011	26/07/2013	26/07/2015	3 000	48
11 bis	26/07/2011	26/07/2015	26/07/2015	5 882	94
12	26/07/2011	26/07/2015	26/07/2015	19 850	-
13	16/12/2011	16/12/2013	16/12/2015	645 443	-
14	16/12/2011	16/12/2015	16/12/2015	1 386 800	-
13 ter	27/07/2012	27/07/2014	27/07/2016	625	-
14 ter	27/07/2012	27/07/2016	27/07/2016	1 500	-
15	28/03/2013	28/03/2015	28/03/2017	645 550	-
16	28/03/2013	28/03/2017	28/03/2017	1 844 830	-
15 bis	24/10/2013	24/10/2015	26/10/2017	4 500	-
16 bis	24/10/2013	24/10/2017	24/10/2017	19 600	-
TOTAL				8 575 456	156 398

Les plans d'actions gratuites répondent aux règles suivantes :

- l'attribution des actions gratuites est généralement subordonnée à des conditions d'appartenance au Groupe et d'atteinte des critères de performance ;
- la période d'acquisition des actions est de 2 à 4 ans ;
- la période de conservation des actions est de 0 à 2 ans.

Évolution du nombre d'options et d'actions gratuites

Évolution du nombre d'options

N° du Plan	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2012	Nombre d'options exercées et/ou créées au cours de l'exercice	Nombre d'options annulées au cours de l'exercice ⁽¹⁾	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2013
25	27 610	(10 440)	(17 170)	-
26	431 591	(339 571)	(92 020)	-
27	1 106 285	(967 703)	(138 582)	-
28	1 347 548	(470 595)	(9 898)	867 055
29	110 900	(28 025)	(12 000)	70 875
30	711 240	(229 933)	(4 480)	476 827
31	1 075 770	(516 611)	(1 800)	557 359
32	10 000	(10 000)	-	-
33	1 565 526	(187 942)	(41 470)	1 336 114
TOTAL	6 386 470	(2 760 820)	(317 420)	3 308 230

(1) Après avoir tenu compte des annulations (critères de performance non atteints ou non-exercice de l'option par les salariés).

L'exercice des options des plans 26 à 33, ainsi que des SARs, est généralement subordonné à une condition d'appartenance au Groupe et à l'atteinte d'objectifs annuels basés sur des indicateurs financiers.

Au titre des levées d'options de souscription des plans d'options en cours, Schneider Electric SA a créé 3 788 938 actions sur l'année 2013.

Évolution du nombre d'actions gratuites

N° du plan	Attribution d'actions gratuites au 31/12/2012	Attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre	Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice	Nombre d'actions à acquérir au 31/12/2013
6	362 796	(357 420)	(5 376)	-
7	-	-	-	-
8	-	-	-	-
9	713 890	(670 698)	(43 192)	-
10	657 952	(646 543)	(11 409)	-
11	1 106 826	-	(69 125)	1 037 701
10 bis	3 000	(2 952)	(48)	-
11 bis	5 882	-	(94)	5 788
12	19 850	-	-	19 850
13	646 743	-	(10 500)	636 243
13 ter	625	-	-	625
14	1 354 386	-	(61 615)	1 292 771
14 ter	600	900	-	1 500
15	-	645 550	(5 600)	639 950
15 bis	-	4 500	-	4 500
16	-	1 844 830	(47 350)	1 797 480
16 bis	-	19 600	-	19 600
TOTAL	4 872 550	4 191 193	(254 309)	5 456 008

L'acquisition des actions gratuites est généralement subordonnée à une condition d'appartenance au Groupe et à l'atteinte d'objectifs annuels basés sur des indicateurs financiers.

21.5.1 Valorisation des paiements fondés sur des actions

Valorisation des options

Conformément aux principes énoncés en note 1.20, les plans ont été évalués sur la base d'une durée de vie estimée des options comprise entre 7 et 10 ans, et selon les principales hypothèses suivantes :

- taux de volatilité attendue compris entre 20 et 28 %, correspondant à la volatilité historique écrêtée ;
- taux de distribution du résultat fixé entre 3,0 et 4,5 % ;
- taux d'actualisation compris entre 2,9 et 4,5 % et correspondant à un taux sans risque sur la durée des plans (source Bloomberg).

Sur la base de ces hypothèses, la charge comptabilisée en frais généraux et commerciaux au titre des plans mis en place postérieurement au 7 novembre 2002 se répartit comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012
Plan 31	-	1
Plan 32	-	-
Plan 33	3	3
TOTAL	3	4

Valorisation des actions gratuites

Conformément aux principes énoncés en note 1.20, les plans ont été évalués sur la base d'une durée de vie estimée des actions comprise entre quatre et cinq ans, et selon les principales hypothèses suivantes :

- taux de distribution du résultat fixé entre 3,0 et 4,5 % ;
- taux d'actualisation compris entre 1,6 et 4,5 % et correspondant à un taux sans risque sur la durée des plans (source Bloomberg).

Sur la base de ces hypothèses, la charge comptabilisée en frais généraux et commerciaux au titre des plans mis en place postérieurement au 7 novembre 2002 se répartit comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012
Plan 5	-	-
Plan 6	-	1
Plan 7	-	-
Plan 8	-	-
Plan 9	4	5
Plan 10	2	14
Plan 11	11	12
Plan 10 bis	0	-
Plan 11 bis	0	-
Plan 12	0	-
Plan 13	10	11
Plan 14	9	10
Plan 15	12	-
Plan 15 bis	0	-
Plan 16	15	-
Plan 16 bis	0	-
TOTAL	63	53

21.5.2 Plan mondial d'actionnariat salarié

Le Groupe Schneider Electric offre à ses employés la possibilité de devenir actionnaires grâce à des émissions d'actions qui leur sont réservées. Dans les pays qui satisfont aux exigences légales et fiscales, deux possibilités d'investissement sont proposées : le plan d'actionnariat classique et le plan avec effet de levier.

Dans le plan classique, les employés investissent dans des actions du Groupe à un cours préférentiel par rapport aux actions libres (décote de 15 à 20 % selon les pays). Ces actions ne peuvent être cédées par le salarié pendant une période incompressible de cinq années, sauf cas de sortie anticipée prévus par la loi. La charge IFRS 2 mesurant "l'avantage" offert aux salariés est évaluée par référence à la juste valeur d'une décote offerte sur des actions non cessibles. Le coût d'incessibilité est valorisé comme le coût d'une stratégie en deux étapes consistant dans un premier temps à vendre à terme les actions incessibles à cinq ans, et à acheter dans un deuxième temps un même nombre d'actions au comptant (donc par définition cessibles à tout moment), en finançant cet achat par un prêt amortissable *in fine*.

Cette stratégie vise à refléter le coût subi par le salarié sur la période d'indisponibilité pour se libérer du risque de portage des actions souscrites dans le cadre du plan classique. Le coût d'emprunt est celui auquel ont accès les employés, seuls acteurs potentiels de ce marché : il repose sur un taux moyen offert par différents organismes de crédit pour des crédits de trésorerie prenant la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté sans faculté de renouvellement pour une durée maximale de cinq ans, octroyé à un client personne physique présentant un profil de risque moyen.

Dans le plan avec effet de levier, le Groupe offre également la possibilité d'une souscription à un cours préférentiel par rapport aux actions libres (décote de 15 à 20 % selon les pays). Ces plans proposent cependant un profil de gain différent dans la mesure où une banque tierce complète l'investissement de l'employé de telle sorte que le montant investi au total est un multiple du montant payé par l'employé. Le total est investi dans des actions du Groupe à un cours décoté. La banque transforme ainsi la décote cédée par le salarié en ressource pour lui offrir un profil de gain particulier, consistant à sécuriser l'apport personnel du salarié et à lui offrir une indexation à la hausse (facteur de 4,4 en 2013) sur un nombre levragé d'actions auxquelles le salarié souscrit directement.

Pour les plans à effet de levier, la charge IFRS 2 est évaluée, comme pour les plans classiques, par référence à la juste valeur d'une décote sur titres incessibles (voir modalités ci-dessus), complétée par l'avantage que constitue l'intermédiation de l'émetteur dans l'appel d'offres des plans à effet de levier. L'intermédiation de l'émetteur permet en effet aux salariés de bénéficier de cotations de volatilité de type institutionnel et non de cours "au détail" de volatilité que le salarié aurait obtenu auprès de sa banque de détail pour répliquer le montage financier. Ce différentiel de volatilité est traduit en équivalent décote : il mesure le gain d'opportunité offert au salarié sur les plans à effet de levier.

En ce qui concerne la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, le Groupe a proposé le 5 juin 2013 à ses salariés, au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 50,89 euros ou 47,90 euros selon les pays (décoté de 15 à 20% par rapport au cours de référence de 59,87 euros calculé sur une moyenne des cours d'ouverture sur les 20 jours précédant la date de décision du Conseil d'administration).

2,7 millions d'actions ont été souscrites, soit une augmentation de capital de 133 millions d'euros réalisée le 11 juillet 2013. Compte-tenu de l'évolution des hypothèses de valorisation et plus particulièrement du spread de taux particulier, le coût d'incessibilité en 2013 est, depuis 2012, supérieur à la charge de décote, conduisant le Groupe à ne pas reconnaître de charge au titre de l'opération.

Les tableaux ci-dessous présentent les principales caractéristiques des plans, les montants souscrits et les hypothèses de valorisation pour les exercices 2013 et 2012.

Plans classiques	Année 2013		Année 2012	
	En %	Valeur	En %	Valeur
Caractéristiques des plans				
Maturité des plans (<i>en années</i>)		5		5
Prix de référence (<i>en euros</i>)		59,87		43,12
Prix de souscription (<i>en euros</i>) :				
entre		50,89		36,66
et		47,90		34,50
Décote faciale :				
entre	15,0%		15,0 %	
et	20,0%		20,0 %	
Montant souscrit par les salariés		98,0		75,9
Montant global souscrit		98,0		75,9
Nombre total d'actions souscrites (<i>millions d'actions</i>)		2		2,1
Hypothèses de valorisation				
Taux d'emprunt du participant au marché (<i>in fine</i>) ⁽¹⁾	4,8%		5,5 %	
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans (zone euro)	0,8%		1,5 %	
Taux d'emprunt des titres annuel (<i>repo</i>)	1,0%		1,0 %	
(a) Valeur de la décote :				
entre	15,0%	8,4	15,0 %	6,4
et	20,0%	12,7	20,0 %	10,0
(b) Valeur d'incessibilité pour le participant au marché				
	26,3%	31,3	26,2 %	24,1
Coût global pour le Groupe (a-b)				
		0		0
Sensibilités				
• diminution du taux d'emprunt du participant au marché ⁽²⁾	(0,5%)	3,4	(0,5 %)	2,5

Les montants sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire.

(1) Taux moyen offert pour des crédits de trésorerie sous la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté, sans faculté de renouvellement, pour une durée de cinq ans à une personne physique présentant un profil de risque moyen.

(2) Une diminution du taux d'emprunt du participant au marché diminue le coût d'incessibilité et de ce fait augmente la charge comptable pour l'émetteur.

Plans à effet de levier	Année 2013		Année 2012	
	En %	Valeur	En %	Valeur
Caractéristiques des plans				
Maturité des plans (<i>en années</i>)		5		5
Prix de référence (<i>en euros</i>)		59,87		43,12
Prix de souscription (<i>en euros</i>) :				
entre		50,89		36,66
et		47,90		34,50
Décote faciale :				
entre	15,0%		15,0 %	
et	20,0%		20,0 %	
Montant souscrit par les salariés		3,5		4,8
Montant global souscrit		35,4		47,8
Nombre total d'actions souscrites (<i>millions d'actions</i>)		0,7		1,4
Hypothèses de valorisation				
Taux d'emprunt du participant au marché (<i>in fine</i>) ⁽¹⁾	4,8%		5,5 %	
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans (zone euro)	0,8%		1,5 %	
Taux de dividende annuel	3,0%		3,0 %	
Taux d'emprunt des titres annuel (<i>repo</i>)	1,0%		1,0 %	
<i>Spread</i> de volatilité détail / institutionnel	5,0%		5,0 %	
(a) Valeur de la décote :				
entre	15,0%	0	15,0 %	0
et	20,0%	8,9	20,0 %	11,9
(b) Valeur d'incessibilité pour le participant au marché				
	26,3%	11,7	26,2 %	15,6
(c) Valeur du gain d'opportunité ⁽²⁾				
	3,3%	1,5	1,3 %	1,2
Coût global pour le Groupe (a-b+c)				
		0		0
Sensibilités				
• diminution du taux d'emprunt du participant au marché ⁽³⁾	(0,5%)	1,3	(0,5 %)	1,6

Les montants sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire.

(1) Taux moyen offert pour des crédits de trésorerie sous la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté, sans faculté de renouvellement, pour une durée de cinq ans à une personne physique présentant un profil de risque moyen.

(2) Calculé à partir d'un modèle binomial.

(3) Une diminution du taux d'emprunt du participant au marché diminue le coût d'incessibilité et de ce fait augmente la charge comptable pour l'émetteur.

(4) Dans quelques pays, en raison de contraintes légales locales, le salarié souscrit pour un montant non décoté tandis que la banque souscrit avec décote pour offrir l'effet de levier.

21.6 – Actions propres

Au 31 décembre 2013, le Groupe détient 7 941 129 actions propres qui viennent en déduction des réserves consolidées.

21.7 – Impôt constaté dans les capitaux propres

L'impôt sur les éléments directement reconnus en capitaux propres s'élève à 309 millions d'euros à fin décembre 2013 et se décompose comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012*	Effet impôt sur flux net de la période
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	93	89	4
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(8)	(8)	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	225	314	(89)
Autres	(1)	(1)	-
TOTAL	309	394	(85)

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 22 des comptes consolidés.

Note 22 Provisions pour retraites et engagements assimilés

Le Groupe accorde à ses employés des avantages de natures diverses en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière, ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi en matière de couverture maladie et assurance-vie. Par ailleurs, le Groupe accorde également des avantages à long terme au personnel en activité, essentiellement les médailles du travail et avantages similaires accordés principalement en France.

Application de la norme IAS 19 révisée au 1er janvier 2013

IAS 19 Révisée a été appliquée depuis le 1^{er} janvier 2013 avec effet rétroactif au 1er janvier 2012 sur les comptes comparatifs au 31 décembre 2012. Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée, soit :

- une augmentation des réserves consolidées de 12 millions d'euros au 1^{er} janvier 2012;
- une charge nette d'impôt de 27 millions d'euros sur le résultat net 2012 et
- un produit net d'impôt de 26 millions d'euros sur les autres éléments du résultat global en 2012.

Hypothèses et sensibilités

Les évaluations actuarielles sont réalisées annuellement. Les hypothèses utilisées pour l'évaluation des engagements varient selon les conditions économiques prévalant du pays dans lequel le régime s'applique et sont spécifiées ci-dessous :

	Taux moyen pondéré Groupe		Dont Etats-Unis	
	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2012
Taux d'actualisation	4,1%	3,5 %	4,7%	3,75 %
Taux d'augmentation des salaires	2,4%	2,4 %	N/A	N/A
Taux de rendement attendu des placements				
• Selon IAS19 ⁽¹⁾	N/A	6,3 %	N/A	7,5 %
• Selon IAS19R ⁽²⁾	3,6%	4,4 %	3,75%	4,6 %

(1) Correspond au taux de l'année écoulée.

(2) En application de l'IAS19R, depuis le 1 janvier 2013 avec effet rétroactif au 1er janvier 2012, le taux utilisé pour estimer le rendement attendu des placements est le taux d'actualisation.

Les taux d'actualisation retenus sont déterminés sur la base des taux de rendement des obligations émises par des entreprises de bonne qualité (notées AA) ou des obligations d'État lorsque le marché n'est pas liquide, de maturité équivalente à la durée des régimes évalués. Aux États-Unis, un taux d'actualisation moyen est retenu sur la base d'une courbe déterminée à partir des taux d'obligations des entreprises notées AA et AAA.

Les taux d'actualisation dans les principales zones sont les suivants : 3,00 % pour les régimes de durée 10 ans et 3,30 % pour les régimes de durée 15 ans dans la zone euro, 4,70 % aux États-Unis et 4,50 % au Royaume-Uni.

Concernant les engagements de retraite et indemnités de départ, une variation à la hausse de 0,5 point du taux d'actualisation diminuerait respectivement d'environ 163 millions d'euros et 2 millions d'euros le montant de l'engagement et le coût des services rendus. La même variation à la baisse augmenterait l'engagement de 187 millions d'euros et le coût des services rendus de 2 millions d'euros.

L'essentiel de l'engagement relatif aux frais médicaux concerne les États-Unis. Une variation à la hausse d'un point du taux des frais médicaux aux États-Unis augmenterait respectivement de 26 et 1 millions d'euros le montant de l'engagement et

l'agrégation du coût des services rendus et du coût financier au titre de la couverture maladie postérieure à l'emploi. La même variation à la baisse diminuerait l'engagement de 23 millions d'euros et l'agrégation du coût des services rendus et du coût financier de 1 millions d'euros.

Aux États-Unis, en 2013, le taux d'augmentation des frais médicaux se fonde sur une tendance décroissante entre 2014 (7,33 %) et 2023 (4,5 %). Le taux d'augmentation des frais médicaux se fondait sur une tendance décroissante entre 2013 (7,67 %) et 2023 (4,5 %) en 2012. En France, le taux d'augmentation des frais médicaux retenu est de 4 % en 2013. Le taux utilisé en 2012 et 2013 était de 4 %.

Engagements de retraite et indemnités de départ

Les engagements de retraite du Groupe concernent principalement les filiales nord-américaines et européennes. Ces régimes accordent le versement d'un capital au moment du départ en retraite ou d'une rente durant toute la retraite, dont le montant est fonction de l'ancienneté du salarié, de sa classification et du salaire de fin de carrière. Les plans nord-américains ont une durée moyenne de 12,7 années. Ils incluent également les retraites-chapeau accordées à certains cadres dirigeants leur garantissant un complément de revenu au-delà des régimes généraux et obligatoires.

La majorité de ces engagements de retraite font l'objet d'une couverture financière partielle ou totale par le biais de fonds externalisés. Au 31 décembre 2013, le montant des obligations partiellement ou totalement financées est de 2 253 millions d'euros et représente 85 % du montant total de l'engagement du Groupe. Ces fonds ne sont pas investis en actifs du Groupe.

Les actifs des fonds externalisés sont essentiellement constitués d'actions (environ 33 %), d'obligations (environ 59 %), d'actifs immobiliers (environ 5 %) et de disponibilités (environ 3 %).

Les principales contributions versées en 2013 au titre de ces actifs de couverture s'élèvent à 35 millions d'euros. Elles sont estimées à 44 millions d'euros pour l'exercice 2014, 57 millions d'euros pour l'exercice 2015 et 61 millions d'euros pour l'exercice 2016.

Au 31 décembre 2013, le montant des provisions constituées au titre des engagements de retraite et des indemnités de fin de carrière s'élève à 1 061 millions d'euros (1 488 millions d'euros au 31 décembre 2012). Ces provisions ont été comptabilisées dans le passif non courant du bilan, la part courante étant considérée comme non significative comparée au montant total des engagements.

Les autres régimes de retraite dont bénéficient les salariés du Groupe correspondent à des régimes à cotisations définies, pour lesquels le Groupe n'a pas d'engagement au-delà du versement des cotisations, qui constituent des charges de période. Le montant des cotisations versées au titre de ces plans est de 62 millions d'euros pour l'exercice 2013 et était de 70 millions d'euros en 2012.

Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme : frais médicaux et assurance-vie postérieurs à l'emploi, médailles du travail

Les sociétés nord-américaines du Groupe accordent à leurs retraités le bénéfice de régimes de couverture de frais médicaux et d'assurance-vie sous certaines conditions d'âge et d'ancienneté. Ces régimes nord-américains de couverture ont une durée moyenne de 10,5 années. Ces engagements sociaux postérieurs à l'emploi ne font pas l'objet d'une couverture financière.

L'essentiel de l'engagement (73 %) concerne les plans de couverture médicale des salariés nord-américains.

Les principales prestations versées portent sur les plans nord-américains et s'élèvent à 19 millions d'euros en 2013. Elles sont estimées à 18 millions d'euros pour chacun des 3 prochains exercices.

Les hypothèses retenues pour évaluer ces engagements sont identiques à celles appliquées pour les engagements de retraite de la zone concernée.

Les autres engagements à long terme intègrent divers plans de couverture de frais médicaux en Europe pour 85 millions d'euros et les médailles du travail comptabilisées sur la France pour 12 millions d'euros.

Au 31 décembre 2013, le montant des provisions constituées au titre de ces engagements s'élève à 425 millions d'euros (488 millions d'euros au 31 décembre 2012). Ces provisions ont été comptabilisées dans le passif non courant du bilan, la part courante étant considérée comme non significative comparée au montant total des engagements.

22.1 – Variation des provisions pour retraites et avantages assimilés

La variation des provisions pour retraites et avantages assimilés (nette des actifs) se détaille comme suit :

	Engagements de retraite et indemnités de départ	<i>Dont SE Etats-Unis</i>	Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	<i>Dont SE Etats-Unis</i>	Provisions pour retraites et avantages assimilés
31/12/2011	1 263	395	460	349	1 723
Charge de la période	74	(2)	11	(9)	85
Prestations versées	(33)	-	(29)	(20)	(62)
Cotisations versées	(103)	(9)	2	2	(101)
Éléments reconnus en capitaux propres	291	116	29	14	320
Écart de conversion	(10)	(10)	(7)	(6)	(17)
Variations de périmètre	6	-	21	-	27
Autres variations	-	-	1	2	1
31/12/2012 publié	1 488	490	488	332	1 976
Retraitement de passage à IAS19R					
Reconnaissance des coûts des services passés					
	1	1	(18)	(18)	(17)
31/12/2012 IAS19R	1 489	491	470	314	1 959
Charge de la période	(33)	25	(1)	(21)	(34)
Prestations versées	(44)	-	(32)	(19)	(76)
Cotisations versées	(64)	(35)	2	2	(62)
Éléments reconnus en capitaux propres	(262)	(196)	6	(5)	(256)
Écart de conversion	(32)	(14)	(18)	(12)	(50)
Variations de périmètre	3	3	(4)	-	(1)
Autres variations	4	-	1	2	5
31/12/2013	1 061	274	424	261	1 485

L'application de la norme IAS19 Révisée conduit à une diminution de la provision pour retraites et avantages assimilés de 19 millions d'euros au 1^{er} janvier 2012 liés à la reconnaissance des coûts des services passés non reconnus sous IAS19 non Révisée (soit un impact de 17 millions d'euros sur la provision au 1^{er} janvier 2013 du fait de l'amortissement comptabilisé en 2012).

La variation des éléments bruts reconnus en capitaux propres se détaille comme suit :

	Engagements de retraite et indemnités de départ	Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	Provisions pour retraites et avantages assimilés
31/12/2011	709	(35)	674
Écarts actuariels sur obligation	340	28	368
Écarts actuariels sur actifs de couverture	(49)	-	(49)
Effet du plafonnement des actifs	-	-	-
31/12/2012 publié	1 000	(7)	993
Retraitement de passage à IAS19R			
Impact d'estimation des rendements d'actif sur la base des taux d'actualisation	(39)	-	(39)
31/12/2012 IAS19R	961	(7)	954
Écarts actuariels sur obligation dus aux changements d'hypothèses démographiques	(1)	(4)	(5)
Écarts actuariels sur obligation dus aux changements d'hypothèses financières	(198)	(22)	(220)
Écarts actuariels sur obligation dus aux effets d'expériences	11	32	43
Écarts actuariels sur actifs de couverture	(74)	-	(74)
Effet du plafonnement des actifs	-	-	-
31/12/2013	699	(1)	698

22.2 – Provision pour engagements de retraite et indemnités de départ

Les variations annuelles des engagements, de la valeur de marché des placements ainsi que des actifs et provisions correspondantes figurant au bilan des comptes consolidés s'analysent comme suit :

	31/12/2013		31/12/2012 IAS19R		31/12/2012 Publié	
	<i>Dont SE Etats-Unis</i>		<i>Dont SE Etats-Unis</i>		<i>Dont SE Etats-Unis</i>	
1. Réconciliation des éléments du bilan						
Actifs de couverture de retraite et autres engagements assimilés	-	-	-	-	-	-
Provisions pour retraite et engagements assimilés	(1 061)	(274)	(1 489)*	(491)*	(1 488)	(490)
ACTIF/(PASSIF) NET RECONNU AU BILAN	(1 061)	(274)	(1 489)*	(491)*	(1 488)	(490)

* Incluant le retraitement de passage à l'IAS19R lié à la reconnaissance des coûts des services passés présentés au paragraphe 22.1

	31/12/2013		31/12/2012 IAS19R		31/12/2012 Publié	
	<i>Dont SE Etats-Unis</i>		<i>Dont SE Etats-Unis</i>		<i>Dont SE Etats-Unis</i>	
2. Composantes de la charge nette comptabilisée en résultat						
Coût des services rendus	52	3	48	3	48	3
Coût des services passés	(132)	-	1	-	1	-
Effet des liquidations/réductions de régimes	(6)	-	-	-	-	-
Coût financier (effet de l'actualisation)	103	49	116	55	116	55
Produits d'intérêts	(50)	(27)	(52)	(29)	(91)	(60)
CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU RESULTAT	(33)	25	113	29	74	(2)

	31/12/2013		31/12/2012	
	<i>Dont SE Etats-Unis</i>		<i>Dont SE Etats-Unis</i>	
3. Variation de la valeur actualisée des engagements				
Valeur actualisée des engagements en début d'exercice	3 061	1 344	2 685	1 210
Coût des services rendus	52	3	48	3
Modifications de régime / Réductions et liquidations	(160)	-	1	-
Coût financier (effet de l'actualisation)	103	49	116	55
Cotisations versées par les salariés	4	-	4	-
Prestations versées	(126)	(54)	(119)	(54)
Variations de périmètre	3	3	8	-
Pertes (Gains) actuariels comptabilisés en capitaux propres	(188)	(157)	340	157
Écarts de conversion	(95)	(52)	(17)	(27)
Autres	4	-	(5)	-
VALEUR ACTUALISEE DES ENGAGEMENTS EN FIN D'EXERCICE	2 658	1 136	3 061	1 344

Les modifications de régime ont eu lieu en France, en Norvège et au Royaume-Uni.

Les écarts actuariels ont été intégralement comptabilisés dans les autres réserves. Ils résultent principalement des changements d'hypothèses financières notamment les taux d'actualisation utilisés dans la valorisation des engagements aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro.

Les gains actuariels résultants des changements d'hypothèses financières s'élèvent à 198 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 230 millions d'euros de pertes actuarielles au 31 décembre 2012. Les gains actuariels résultant des changements d'hypothèses démographiques s'élèvent au 31 décembre 2013 à 1 million d'euros contre 43 millions d'euros de pertes actuarielles au 31 décembre 2012.

Au 31 décembre 2013, les pertes actuarielles relatives aux effets d'expérience sur les engagements de retraite et indemnités de départ s'élèvent à 11 millions d'euros pour le Groupe, contre 67 millions d'euros au 31 décembre 2012.

	31/12/2013		31/12/2012 IAS19R		31/12/2012 Publié	
	<i>Dont SE Etats-Unis</i>		<i>Dont SE Etats-Unis</i>		<i>Dont SE Etats-Unis</i>	
4. Variation de la juste valeur des actifs des régimes						
Juste valeur des actifs des régimes en début d'exercice	1 572	853	1 421	814	1 421	814
Produits d'intérêts	50	27	52*	29*	91	60
Cotisations des salariés	4	-	4	-	4	-
Cotisations de l'employeur	64	35	103	9	103	9
Prestations versées	(82)	(54)	(86)	(54)	(86)	(54)
(Pertes) Gains actuariels reconnus en capitaux propres	74	39	88	72	49	41
Variations de périmètre	-	-	2	-	2	-
Écarts de conversion	(63)	(38)	(7)	(17)	(7)	(17)
Réductions et liquidations	(22)	-	-	-	-	-
Autres	-	-	(5)	-	(5)	-
JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES REGIMES EN FIN D'EXERCICE	1 597	862	1 572	853	1 572	853

* Incluant l'impact l'IAS19R lié au calcul des rendements sur actifs sur la base des taux d'actualisation.

A titre comparatif, la charge nette comptabilisée au résultat a augmenté de 39 millions d'euros en 2012 avec l'application d'IAS19R du fait du calcul des rendements sur actifs sur la base des taux d'actualisation.

Au 31 décembre 2013, le rendement réel des actifs de couverture s'élève à 124 millions d'euros. Il s'élevait à 140 millions d'euros en 2012.

Les écarts actuariels ont été intégralement comptabilisés dans les autres réserves.

	31/12/2013		31/12/2012 IAS19R		31/12/2012 Publié	
	<i>Dont SE Etats-Unis</i>		<i>Dont SE Etats-Unis</i>		<i>Dont SE Etats-Unis</i>	
5. Couverture financière						
Valeur actualisée des engagements	(2 658)	(1 136)	(3 061)	(1 344)	(3 061)	(1 344)
Juste valeur des actifs du régime	1 597	862	1 572	853	1 572	853
Surplus/(Déficit) du régime	(1 061)	(274)	(1 489)	(491)	(1 489)	(491)
Effet des plafonnements d'actifs	-	-	-	-	-	-
Éléments différés :						
Modifications de régime non comptabilisées	-	-	-	-	1	1
(PASSIF)/ACTIF NET COMPTABILISE AU BILAN	(1 061)	(274)	(1 489)	(491)	(1 488)	(490)

22.3 – Provision pour frais médicaux et assurance-vie postérieurs à l'emploi et avantages assimilés

Les variations des provisions pour autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme se détaillent comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012 IAS 19R	31/12/2012 Publié
1. Composantes de la charge nette comptabilisée en résultat			
Coût des services rendus	20	17	17
Coût financier (effet de l'actualisation)	15	18	18
Produits d'intérêts	-	-	-
Coût des services passés	-	-*	(2)
Effet des liquidations/ (réductions) de régimes	(34)	(23)	(23)
Amortissement des écarts actuariels	(2)	1	1
CHARGE TOTALE COMPTABILISEE AU RESULTAT	(1)	13	11

* Incluant le retraitement de passage à l'IAS19R lié à la reconnaissance des coûts des services passés présentés au paragraphe 22.1

Les amortissements des écarts actuariels concernent des avantages à long terme au personnel en activité, notamment le régime des médailles du travail en France.

En 2013, la modification du plan des frais médicaux des États-Unis visant à limiter les obligations du Groupe envers les futurs retraités conduit à une diminution de l'engagement de 34 millions d'euros.

	31/12/2013	31/12/2012
2. Variation de la valeur actualisée des engagements		
Valeur actualisée des engagements en début d'exercice	470	440
Coûts des services rendus	20	17
Coût financier (effet de l'actualisation)	15	18
Cotisations des salariés	2	2
Prestations versées	(32)	(29)
Pertes (Gains) actuariels comptabilisés en capitaux propres	6	29
Modifications de régime	(34)	(23)
Variations de périmètre	0	21
Écarts de conversion	(18)	(7)
Autres (y compris réductions et liquidations)	(5)	2
VALEUR ACTUALISEE DES ENGAGEMENTS EN FIN D'EXERCICE	424	470

Les écarts actuariels ont été intégralement comptabilisés dans les autres réserves, sauf pour les avantages à long terme au personnel en activité, notamment le régime des médailles du travail en France où l'intégralité des écarts actuariels est comptabilisée en compte de résultat. Les écarts actuariels résultent des changements d'hypothèses actuarielles financières, en particulier le taux d'actualisation.

Au 31 décembre 2013, les pertes actuarielles relatives aux effets d'expérience sur les frais médicaux et assurance-vie postérieurs à l'emploi et avantages assimilés s'élèvent à 32 millions d'euros pour le Groupe contre 11 millions d'euros en 2012.

	31/12/2013	31/12/2012 IAS19R	31/12/2012
3. Couverture financière			
Valeur actualisée des engagements	(424)	(470)	(470)
Éléments différés :			
Changement de régime non comptabilisé	-	*	(18)
PROVISION COMPTABILISEE AU BILAN	(424)	(470)	(488)

* Incluant le retraitement de passage à l'IAS19R lié à la reconnaissance des coûts des services passés présentés au paragraphe 22.1

Note 23 Provisions

	Risques économiques	Risques commerciaux	Risques sur produits	Risques environ- nementaux	Restruc- turations	Autres risques	Provisions
31/12/2011	739	87	420	57	137	200	1 640
<i>dont part à plus d'un an</i>	388	34	81	28	18	131	680
Dotations	121	14	150	3	112	126	526
Effet d'actualisation	-	-	-	-	-	6	6
Reprises pour utilisation	(65)	(12)	(143)	(13)	(90)	(107)	(430)
Provisions devenues sans objet	(94)	(7)	(40)	-	(22)	(14)	(177)
Écarts de conversion	(21)	(1)	(4)	-	-	(5)	(31)
Variations de périmètre et autres	20	15	27	23	(5)	101	181
31/12/2012	700	96	410	70	132	307	1 715
<i>dont part à plus d'un an</i>	430	44	93	55	12	151	785
Dotations	97	25	115	4	103	135	479
Effet d'actualisation	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Reprises pour utilisation	(70)	(23)	(93)	(13)	(83)	(116)	(398)
Provisions devenues sans objet	(117)	(11)	(29)	(1)	(12)	(14)	(184)
Écarts de conversion	(39)	(6)	(20)	(3)	(3)	(17)	(88)
Variations de périmètre et autres	96	14	46	5	(4)	24	181
31/12/2013	667	95	429	62	133	318	1 704
<i>dont part à plus d'un an</i>	439	43	131	44	9	161	827

(a) Risques économiques

Ces provisions couvrent notamment des risques fiscaux identifiés au cours de revues fiscales réalisées localement par les administrations fiscales et des risques financiers pour la plupart correspondant à des garanties données à des tiers sur certains actifs et passifs.

(b) Risques commerciaux

Ces provisions sont essentiellement constituées pour couvrir les risques relatifs aux produits vendus à des tiers. Ce risque réside dans les plaintes individuelles sur de prétendus défauts des produits et l'appel en responsabilité correspondant.

Les provisions pour risques commerciaux intègrent également les provisions pour pertes à terminaison sur divers contrats long terme pour 42 millions d'euros.

(c) Risques sur produits

Ces provisions sont constituées :

- des provisions statistiques pour garantie : le Groupe provisionne sur une base statistique l'ensemble des garanties données sur la vente de produits Schneider Electric au-delà des risques couverts par les assurances ;
- des provisions pour litiges sur des produits défectueux ;
- des provisions destinées à couvrir des campagnes de remplacement sur des produits clairement identifiés.

(d) Risques environnementaux

Ces provisions sont essentiellement destinées à couvrir les coûts des opérations de dépollution.

Les augmentations et diminutions des provisions retraitées dans le tableau de flux de trésorerie s'analysent comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012
Dotations aux provisions	479	526
Reprises pour utilisation	(398)	(430)
Provisions devenues sans objet	(184)	(177)
Variation de provisions incluant les provisions fiscales mais sans les provisions pour retraites et engagements assimilés	(103)	(81)
(Variation des provisions fiscales)	79	2
Variation des provisions (hors provisions fiscales et provisions pour retraites et engagements assimilés)	(24)	(79)
Provisions pour retraite et engagements assimilés hors cotisations de l'employeur	(77)	43
Augmentation/ (diminution) des provisions dans le tableau de flux de trésorerie	(101)	(36)

Note 24 Dettes financières (courantes et non courantes)

La dette non courante s'analyse de la façon suivante :

	31/12/2013	31/12/2012
Emprunts obligataires	6 039	6 100
Autres emprunts auprès d'établissements de crédit	942	1 373
Financement des locations financières	10	11
Participation des salariés	11	13
Part court terme des emprunts obligataires	(717)	(587)
Part court terme des autres dettes long terme	(363)	(504)
DETTES FINANCIERES NON COURANTES	5 922	6 406

La dette courante s'analyse de la façon suivante :

	31/12/2013	31/12/2012
Billets de trésorerie	1 205	-
Intérêts courus non échus	147	147
Autres dettes	365	368
Tirage de lignes de crédit	-	-
Découverts et encours bancaires	140	120
Part court terme des emprunts obligataires	717	587
Part court terme des autres dettes long terme	363	504
Dettes financières courantes	2 937	1 726
DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES	8 859	8 132

24.1 – Répartition par échéance

	31/12/2013		31/12/2012	
	Principaux	Intérêts	Swaps	Principaux
2012				-
2013				1 726
2014	2 937	215	5	1 083
2015	1 071	167	2	1 061
2016	758	154	-	761
2017	1 158	125	-	1 148
2018	773	83	-	760
2019 et au-delà	2 162	133	-	1 593
TOTAL	8 859	877	7	8 132

24.2 – Répartition par devise

	31/12/2013	31/12/2012
Euro	6 757	5 993
Dollar américain	1 166	1 266
Real brésilien	264	204
Yen japonais	239	312
Roupie indienne	112	95
Dollar australien	101	14
Roupie indonésienne	36	32
Yuan chinois	30	100
Autres	154	116
TOTAL	8 859	8 132

24.3 – Emprunts obligataires

	31/12/2013	31/12/2012	Taux d'intérêt	Échéance
Schneider Electric SA 2013	-	587	CMS 10 + 1,000 % TV et 6,750 % TF	juillet 2013
Schneider Electric SA 2014	717	726	Libor USD + 0,490 % TV et 4,500 % TF	janvier 2014
Schneider Electric SA 2015	750	749	5,375 % TF	janvier 2015
Schneider Electric SA 2016	661	708	Euribor + 0,600 % TV et 0,849 %, 0,846 %, 2,875 % TF	juillet, novembre, décembre 2016
Schneider Electric SA 2017	1 001	994	4,000 % TF	août 2017
Schneider Electric SA 2018	745	744	3,750 % TF	juillet 2018
Schneider Electric SA 2019	496	496	3,500 % TF	janvier 2019
Schneider Electric SA 2020	496	495	3,625 % TF	juillet 2020
Schneider Electric SA 2021	597	-	2,500 % TF	septembre 2021
Schneider Electric SA 2022	576	601	2,950 % TF	septembre 2022
TOTAL	6 039	6 100		

Schneider Electric SA a réalisé au cours des derniers exercices plusieurs émissions obligataires sur différents marchés :

- aux États-Unis, à travers un placement privé uniquement réservé aux investisseurs institutionnels (SEC Rule 144A) pour 800 millions d'USD, mis en place en septembre 2012, au taux de 2,950 % et arrivant à échéance en septembre 2022 ;
- dans le cadre de son programme d'Euro Medium Term Notes ("EMTN"), emprunts étant admis aux négociations de la Bourse du Luxembourg. À la clôture de l'exercice 2013, les émissions non arrivées à échéance sont les suivantes :
 - 600 millions d'euros mis en place en septembre 2013, au taux de 2,5 %, arrivant à échéance en septembre 2021,
 - 22,5 milliards de JPY, mis en place en 2011 se décomposant en deux tranches, une première de 12,5 milliards à 0,849 % émise en novembre et à échéance novembre 2016, et une seconde de 10 milliards émise en décembre à 0,84625 % à échéance décembre 2016,
 - 500 millions d'euros mis en place en septembre 2011, au taux de 3,5 %, arrivant à échéance en janvier 2019,
 - 750 millions d'euros mis en place en juillet 2011, au taux de 3,75 %, arrivant à échéance en juillet 2018,
 - 300 millions d'USD mis en place en juillet 2011, à taux variable indexé sur le Libor USD 3 mois, à échéance juillet 2014,
 - 300 et 200 millions d'euros, mis en place successivement en juillet et en octobre 2010, au taux de 2,875 %, arrivant à échéance le 20 juillet 2016,
 - 500 millions d'euros mis en place en juillet 2010 au taux de 3,625 % arrivant à échéance le 20 juillet 2020,
 - 150 millions d'euros mis en place en mai 2009 sous la forme d'un abondement de la souche de 600 millions d'euros échéance 8 janvier 2015 au taux de 5,375 % mis en place en octobre 2007, portant ainsi la souche à 750 millions d'euros,
 - 250 millions d'euros mis en place en mars 2009 sous la forme d'un abondement de la souche de 780 millions d'euros à 12 ans au taux de 4 % mis en place en août 2005, portant ainsi la souche à 1,03 milliard d'euros,

- 12 millions d'euros correspondant au montant actualisé des coupons à payer au titre d'un emprunt obligataire de 177 millions d'euros émis le 25 juillet 2008 et rémunéré à un taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois et à échéance du 25 juillet 2016, le montant nominal de l'emprunt n'est pas comptabilisé du fait de la renonciation dès l'origine par le souscripteur, au remboursement du principal, en contrepartie du transfert sans recours à son profit des flux de trésorerie futurs attendus au titre d'une demande de remboursement d'une créance fiscale,
- 180 millions d'euros mis en place en avril 2008 sous la forme d'un abondement de la souche de 600 millions d'euros à 12 ans, au taux de 4 % mis en place en août 2005, portant ainsi la souche à 780 millions d'euros,
- 600 millions d'euros mis en place en octobre 2007, au taux de 5,375 % arrivant à échéance le 8 janvier 2015,
- 1 milliard d'euros mis en place en juillet 2006 se décomposant en deux tranches, une tranche à 5 ans et à taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois pour 500 millions d'euros et une tranche à 7 ans et demi au taux de 4,5 % pour 500 millions d'euros. La première tranche a été remboursée à son échéance le 17 juillet 2011,
- 600 millions d'euros mis en place en août 2005, au taux de 4 % arrivant à échéance en août 2017.

Pour toutes ces transactions, les primes et frais d'émission sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

24.4 – Autres informations

Au 31 décembre 2013, les lignes de crédit confirmées de Schneider Electric SA s'élèvent à 2 650 millions d'euros, aucune n'étant utilisée à cette date. A cela s'ajoute une facilité de crédit *certain funds* pour 1,5 milliards de livres sterling mis en place pour l'acquisition d'Invensys.

Les contrats d'emprunts et lignes de crédit ne contiennent pas d'engagement de respect de ratios financiers ni de clauses de remboursement en cas de dégradation de la notation de la dette long terme du Groupe.

Note 25 Autres dettes à long terme

	31/12/2013	31/12/2012
Dettes sur acquisition	15	25
Dettes sur acquisition d'Electroshield - TM Samara	-	50
Dettes sur valorisation de Luminous	92	72
Autres	31	48
AUTRES DETTES A LONG TERME	138	195

La dette sur valorisation Luminous correspond aux engagements du Groupe sur les 26 % d'intérêts minoritaires de Luminous.

Note 26 Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers afin de gérer son exposition aux risques de change, de taux et de variation des cours de métaux.

26.1 – Exposition du bilan

	31/12/2013			Ventilation par catégorie		
	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs disponibles à la vente AFS	Prêts, créances	Dettes au coût amorti
ACTIF						
Actifs financiers disponibles à la vente	164	-	-	164	-	-
Autres actifs financiers non courants	127	-	-	-	127	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	291	-	-	164	127	-
Clients et créances d'exploitation	5 082	-	-	-	5 082	-
Autres créances	-	-	-	-	-	-
Actif financier courant	28	28	-	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	2 193	2 193	-	-	-	-
Instrument dérivé – change	145	104	41	-	-	-
Instrument dérivé – taux	-	-	-	-	-	-
Instrument dérivé – matières premières	-	-	-	-	-	-
Instrument dérivé – actions	46	44	2	-	-	-
TOTAL ACTIFS COURANTS	7 494	2 369	43	-	5 082	-
PASSIF						
Part long terme des emprunts obligataires (*)	(5 704)	-	-	-	-	(5 704)
Dettes financières à plus d'un an	(600)	-	-	-	-	(600)
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	(6 304)	-	-	-	-	(6 304)
Part court terme des emprunts obligataires (*)	(718)	-	-	-	-	(718)
Dettes financières courantes	(2 220)	-	-	-	-	(2 220)
Fournisseurs et dettes d'exploitation	(3 713)	-	-	-	-	(3 713)
Autres dettes	(35)	-	-	-	-	(35)
Instrument dérivé – change	(11)	(11)	-	-	-	-
Instrument dérivé – taux	(8)	-	(8)	-	-	-
Instrument dérivé – matières premières	(3)	-	(3)	-	-	-
Instrument dérivé – actions	-	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIFS COURANTS	(6 708)	(11)	(11)	-	-	(6 686)

* La majorité des instruments financiers listés au bilan sont comptabilisés à la juste valeur, à l'exception des emprunts obligataire pour lesquels le coût amorti représente 6 422 millions d'euros comparés aux 6 039 millions d'euros illustrés au bilan.

Les impacts des instruments financiers, par nature d'instrument, sur le résultat d'une part et sur les capitaux propres d'autre part, sont les suivants :

- les principaux impacts sur le résultat sont des produits et charges d'intérêts ; un dérivé sur le change, non documenté en couverture, a généré sur le deuxième semestre 2013 un produit de 46 millions d'euros dans le résultat de change
- les impacts sur les capitaux propres sont principalement liés à l'évaluation des actifs disponibles à la vente et des instruments dérivés, ainsi qu'aux écarts de conversion des prêts, créances et dettes en devises.

	31/12/2012			Ventilation par catégorie		
	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs disponibles à la vente AFS	Prêts, créances	Dettes au coût amorti
ACTIF						
Actifs financiers disponibles à la vente	213	-	-	213	-	-
Autres actifs financiers non courants	108	-	-		108	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	321	-	-	213	108	-
Clients et créances d'exploitation	5 289	-	-	-	5 289	-
Autres créances	-	-	-	-	-	-
Actif financier courant	127	127	-	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	1 720	1 720	-	-	-	-
Instrument dérivé – change	91	62	29	-	-	-
Instrument dérivé – taux	9	9		-	-	-
Instrument dérivé – matières premières	-	-	-	-	-	-
Instrument dérivé – actions	70	72	(2)	-	-	-
TOTAL ACTIFS COURANTS	7 306	1 990	27	-	5 289	-
PASSIF						
Part long terme des emprunts obligataires (*)	(6 042)	-	-	-	-	(6 042)
Dettes financières à plus d'un an	(892)	-	-	-	-	(892)
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	(6 934)	-	-	-	-	(6 934)
Part court terme des emprunts obligataires (*)	(603)	-	-	-	-	(603)
Dettes financières courantes	(1 139)	-	-	-	-	(1 139)
Fournisseurs et dettes d'exploitation	(4 190)	-	-	-	-	(4 190)
Autres dettes	(36)	-	-	-	-	(36)
Instrument dérivé – change	(53)	(49)	(4)	-	-	-
Instrument dérivé – taux	(21)	-	(21)	-	-	-
Instrument dérivé – matières premières	(2)	-	(2)	-	-	-
Instrument dérivé – actions	-	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIFS COURANTS	(6 044)	(49)	(27)	-	-	(5 968)

* La majorité des instruments financiers listés au bilan sont comptabilisés à la juste valeur, à l'exception des emprunts obligataire pour lesquels le coût amorti représente 6 645 millions d'euros comparés aux 6 100 millions d'euros illustrés au bilan.

26.2 – Hiérarchie de juste valeur

Les actifs et passifs financiers peuvent être hiérarchisés selon les trois niveaux de juste valeur suivant:

- Niveau 1 : des prix (non -ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, pour lesquels la société peut obtenir la valeur de marché à une date donnée ;
- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement sur le marché ;
- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas observables sur le marché.

31/12/2013					
	Valeur au bilan	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIF					
Actifs financiers disponibles à la vente	163	163	63	-	100 (*)
Valeurs mobilières de placement	2 193	2 193	2 193	-	-
Instruments dérivés	191	191	-	191	-
PASSIF					
Emprunts obligataires	(6 039)	(6 422)	(6 422)	-	-
Dettes financières à plus d'un an	(600)	(600)	-	-	(600)
Autres dettes courantes	(5 969)	(5 969)	-	-	(5 969)
Instruments dérivés	(22)	(22)	-	(22)	-

* Les titres disponibles à la vente non cotés sont testés et leur juste valeur actualisée si nécessaire une fois par an.

31/12/2012					
	Valeur au bilan	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIF					
Actifs financiers disponibles à la vente	213	213	60	-	153 (*)
Valeurs mobilières de placement	1 720	1 720	1 720	-	-
Instruments dérivés	170	170	-	170	-
PASSIF					
Emprunts obligataires	(6 100)	(6 645)	(6 645)	-	-
Dettes financières à plus d'un an	(893)	(893)	-	-	(893)
Autres dettes courantes	(5 365)	(5 365)	-	-	(5 365)
Instruments dérivés	(76)	(76)	-	(76)	-

* Les titres disponibles à la vente non cotés sont testés et leur juste valeur actualisée si nécessaire une fois par an.

26.3 – Instruments dérivés

26.3.1 Couverture de change

Une part significative des opérations de Schneider Electric est réalisée dans des devises différentes des devises fonctionnelles des filiales. Le Groupe est donc exposé à l'évolution des différentes devises. En l'absence de couverture, les fluctuations de change des devises fonctionnelles vis-à-vis des autres devises peuvent donc significativement modifier les résultats du Groupe et rendre difficiles les comparaisons de performance d'une année sur l'autre. Par conséquent, le groupe utilise des instruments financiers pour se couvrir au risque de change, en ayant recours à des contrats d'achat à terme ou bien en bénéficiant d'une couverture naturelle. Par ailleurs, certaines créances ou prêts à long terme accordés aux filiales constituent un investissement net à l'étranger au sens d'IAS 21.

31/12/2013	Valeur d'inventaire	Nominal des contrats	
		Vente	Achat
Cash flow hedges	119	-	(3 206)
Net investment hedges	2	961	(199)
Fair value hedges	-	-	-
Trading	13	2 797	(1 620)
	134	3 758	(5 025)

31/12/2012	Valeur d'inventaire	Nominal des contrats	
		Vente	Achat
Cash flow hedges	(16)	-	(738)
Net investment hedges	30	1 007	(199)
Fair value hedges	-	-	-
Trading	26	3 386	(2 268)
	40	4 393	(3 205)

Le Groupe gère son exposition au risque de change afin de réduire la sensibilité du résultat aux variations de cours, en mettant en place des couvertures sur les créances, dettes et flux d'exploitation sous la forme principalement d'achats et de ventes à terme. Cette couverture peut, en fonction des conditions de marché et sur les principales devises, être mise en place sur la base de flux prévisionnels récurrents. L'horizon de ces couvertures est à un an au plus. La politique de couverture de change de Schneider Electric consiste à couvrir les filiales sur leurs opérations dans une devise autre que leur devise de comptabilisation.

Nominal des contrats à terme en couverture d'investissements nets et d'éléments bilanciaux par principales devises

	31/12/2013		
	Ventes	Achats	Nets
GBP	323	(2 263)	(1 940)
USD	1 760	(967)	793
SGD	766	(268)	498
CNY	-	(432)	(432)
AUD	162	(515)	(353)
HKD	214	(48)	166
NOK	128	(6)	122
AED	129	(11)	118
SEK	1	(118)	(117)
BRL	-	(109)	(109)
DKK	5	(92)	(87)
SAR	64	(4)	60
RUB	38	-	38
PLN	1	(21)	(20)
CHF	22	(39)	(17)
MXN	26	(42)	(16)
JPY	28	(43)	(15)
Autres	91	(47)	44
TOTAL	3 758	(5 025)	(1 267)

Ces contrats à terme sur devises consistent en une position nette acheteuse de 1 733 millions d'euros sur les couvertures de financements des filiales, et une position nette vendeuse de 466 millions d'euros sur les couvertures de flux opérationnels.

Les contrats d'achat en GBP sont principalement destinés à couvrir l'achat des titres de participation Invensys.

26.3.2 Couvertures de taux

Le Groupe est exposé aux risques liés à l'évolution des taux d'intérêt. La gestion du risque de taux relatif à la dette du Groupe est établie en fonction de la situation consolidée et des conditions de marché. L'objectif principal de la politique de gestion du risque de taux est d'optimiser le coût de financement du Groupe. Les dettes obligataires ont été émises pour la plupart à taux fixe. Par conséquent, une hausse des taux d'intérêt n'aurait pas d'impact matériel sur les charges financières nettes du Groupe.

	31/12/2013		31/12/2012	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Position nette avant couverture	(6 578)	(2 281)	(6 906)	(1 226)
Couverture par cash flow hedge	(346)	346	(551)	551
Couverture par fair value hedge	-	-	575	(575)
Position nette après couverture	(6 924)	(1 935)	(6 882)	(1 250)

26.3.3 Couvertures d'achat de matières premières

Le Groupe est exposé à des risques liés à l'évolution du prix de l'énergie et des matières premières, et notamment de l'acier, du cuivre, de l'aluminium, de l'argent, du plomb, du nickel, du zinc, et des matières plastiques. Pour préserver ses résultats, le Groupe doit être en mesure de couvrir, de compenser ou de répercuter cette augmentation sur ses clients. Le Groupe a toutefois mis en place des procédures destinées à limiter son exposition aux risques liés à l'évolution du prix des matières premières non ferreuses et précieuses. Les Directions des Achats des filiales opérationnelles communiquent leurs prévisions

d'achats au Département Financement et Trésorerie. Les engagements d'achats sont couverts à l'aide de contrats à terme, de swaps et, dans une moindre mesure, d'options.

Tous les instruments de couverture matières premières sont considérés comme des couvertures de flux de trésorerie futurs dans le référentiel IFRS, pour lesquels :

	31/12/2013	31/12/2012
Valeur d'inventaire	(2)	(2)
Nominal des contrats	(166)	(236)

26.3.3 Paiements sur la base d'actions

La couverture, qualifiée de couverture de flux de trésorerie futurs, porte sur des actions Schneider Electric attribuées aux employés américains dans le cadre du programme Stock Appreciation Rights, comme ce qui suit:

	31/12/2013	31/12/2012
Nombre d'actions	1 843 846	3 317 727
Valeur d'inventaire	46	70
Nominal des contrats	(84)	(141)

26.4 – Compensation des actifs et passifs financiers

Cette section présente les instruments financiers entrant dans le champ d'application de l'amendement à IFRS 7 sur la compensation des actifs et passifs financiers.

31/12/2013	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)	(e)=(c)-(d)
	Montants bruts	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants non compensés au bilan	Montants nets selon IFRS 7
Actifs financiers	1 528	1 337	191	20	171
Passifs financiers	(1 587)	(1 337)	(250)	(20)	(230)
31/12/2012	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)	(e)=(c)-(d)
	Montants bruts	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants non compensés au bilan	Montants nets selon IFRS 7
Actifs financiers	1 519	1 349	170	40	130
Passifs financiers	(1 709)	(1 349)	(360)	(40)	(320)

Note 27 Effectifs

27.1 – Effectifs

Les effectifs moyens, temporaires et permanents du Groupe ont évolué comme suit :

<i>(en nombre de personnes)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Production	81 712	75 601
Structure	81 321	76 783
EFFECTIFS MOYENS	163 033	152 384
Ventilation par zone :		
EMEAS*	78 695	71 737
Amérique du Nord	30 980	29 286
Asie Pacifique	53 358	51 361

* *Europe, Moyen-Orient, Afrique, Amérique du Sud.*

La variation des effectifs moyens est principalement liée aux entités acquises en 2013.

27.2 – Charges de personnel

	31/12/2013	31/12/2012
Coût du personnel	(5 976)	(5 924)
Participation et intéressement	(64)	(59)
Stock-options et actions gratuites	(66)	(57)
Plan d'actionnariat salarié	-	-
CHARGES DE PERSONNEL	(6 106)	(6 040)

27.3 – Avantages accordés aux principaux dirigeants

En 2013, le Groupe a versé aux membres de son Conseil d'Administration 1,25 million d'euros au titre des jetons de présence. Le montant total des rémunérations brutes, y compris les avantages en nature, versées en 2013 par les sociétés du Groupe aux membres de la Direction Générale, s'est élevé à 18,1 millions d'euros, dont 9,3 millions d'euros au titre de la part variable.

Sur les trois derniers exercices, 496 250 actions de performance ont été attribuées aux membres de la Direction Générale. Aucune option d'achat et de souscription d'actions n'a été attribuée au cours des trois derniers exercices. Des actions de performance ont été attribuées au cours de l'exercice, au titre du plan d'intéressement long terme 2013. Depuis le 16 décembre 2011, 100 % des actions de performance sont soumises à conditions de performance pour les membres du Comité Exécutif.

Le montant des engagements de retraite au titre des dirigeants net d'actifs est de 21 millions d'euros au 31 décembre 2013, contre 17 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Se référer au chapitre 3 paragraphe 8 du Document de Référence pour plus de détails relatifs aux membres de la Direction Générale.

Note 28 Opérations avec des parties liées

28.1 – Entreprises associées

Il s'agit essentiellement des sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence. Les transactions avec ces parties liées sont réalisées à des prix de marché.

Sur l'exercice 2013, ces transactions ne sont pas significatives.

28.2 – Parties liées exerçant une influence notable

Au cours de l'exercice, aucune opération non courante n'a été réalisée avec les membres des organes de Direction.

Les rémunérations et avantages accordés aux principaux dirigeants sont présentés dans la note 27.3.

Note 29 Engagements et passifs éventuels

29.1 – Cautions, avals et garanties

	31/12/2013	31/12/2012
Cautions de contre-garantie sur marchés ⁽¹⁾	1 214	859
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles ⁽²⁾	47	9
Avals, cautions et garanties donnés		-
Autres engagements donnés ⁽³⁾	164	267
GARANTIES DONNEES	1 425	1 135
Avals, cautions et garanties reçus	83	67
GARANTIES REÇUES	83	67

(1) Dans certains contrats, les clients exigent d'obtenir une garantie bancaire attestant que le Groupe remplira ses obligations contractuelles dans leur totalité. Pour ces contrats, le Groupe donne une contre-garantie à la banque. Si une plainte est déposée, le risque associé à l'engagement est évalué et une provision pour risques est enregistrée dès lors que le risque est considéré comme probable et que son estimation repose sur des bases raisonnables.

(2) Des nantissements d'actifs corporels ou financiers sont fournis pour garantir certains prêts.

(3) Les autres engagements donnés comprennent notamment des garanties données en paiement de loyers.

29.2 – Engagements d'achats

Titres de participation

Les engagements d'achats de titres de participation représentent les engagements contractuels pris par le Groupe pour l'achat de minoritaires de sociétés consolidées ou pour le complément de prix éventuel pour des opérations réalisées. Au 31 décembre 2013, le seul montant significatif de ces engagements correspond à 26 % de Luminous et a été valorisé à hauteur de 92 millions d'euros en Autres Dettes.

Prestations de services informatiques

Le Groupe est lié à la société Capgemini dans le cadre d'un accord d'externalisation infogérance de certaines fonctions informatiques en Europe et la mise en œuvre d'un système d'applications de gestion communes sous le progiciel SAP. Ce système global a été déployé depuis 2007 dans plusieurs pays. Au titre de ce système, Schneider Electric a capitalisé à fin décembre 2013 des coûts pour un montant net de 81 millions d'euros. Ces coûts sont amortis depuis 2009 selon un mode progressif sur sept années glissantes, en fonction du nombre d'utilisateurs au fur et à mesure du déploiement dans le monde.

Au titre de l'exercice 2013, les coûts relatifs à l'infogérance s'élèvent contractuellement à environ 100 millions d'euros, incluant les effets volumes et l'indexation prévus au contrat (100 millions d'euros sur l'exercice 2012).

29.3 – Passifs éventuels

D'une manière générale, la Direction considère que les provisions constituées au bilan, au titre des litiges connus à ce jour et auxquels le Groupe est partie, devraient être suffisantes pour qu'ils n'affectent pas de manière substantielle la situation financière ou les résultats du Groupe. Il en est en particulier ainsi pour les conséquences possibles du litige impliquant actuellement en Belgique d'anciens dirigeants et cadres du Groupe.

Le Groupe a conclu un accord d'entreprise relatif au Droit Individuel à la Formation. Le Groupe a appliqué dans ses comptes le traitement préconisé par les normes françaises pour le DIF, conformément à l'avis 2004-F du Comité d'urgence du CNC relatif à la comptabilisation du DIF. Les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement. Le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits des salariés des entités françaises du Groupe est de 1 583 931 heures au 31 décembre 2013.

Note 30 Événements postérieurs à la clôture

Le 17 janvier 2014, le Groupe a finalisé l'acquisition d'Invensys plc, acteur mondial des automatismes industriels disposant d'une large base installée et d'une forte présence dans les logiciels. Avec cette acquisition, Schneider Electric accroît significativement ses capacités de fournisseur de solutions intégrées combinant gestion de l'énergie ("power") et technologies d'automatismes ("automation"). L'opération permettra au nouvel ensemble d'occuper une position unique sur les marchés de l'industrie et des infrastructures. Invensys a déclaré un chiffre d'affaires provenant des activités poursuivies de 1,8 milliards de livres sterling au titre de son exercice fiscal 2013 et compte 16 000 salariés à travers le monde. La transaction est rémunérée par l'émission de 17 207 427 actions nouvelles Schneider Electric, le 20 janvier 2014, et par un règlement en numéraire de 2,5 milliards de livres sterling, le 30 janvier 2014.

Le 5 février 2014, Schneider Electric a signé un accord pour la vente de la division Appliance d'Invensys. Cette cession fait suite à une revue stratégique de la division Appliance dont les conclusions ont démontré que cette activité ne rentre pas dans le cœur de métier de Schneider Electric. La division Appliance est un des principaux fournisseurs mondiaux de composants et systèmes qui contrôlent le fonctionnement des appareils de cuisson, de réfrigération, de lessive et de vaisselle, tant sur les marchés résidentiels que commerciaux. Au cours de l'exercice fiscal achevé le 31 mars 2013, la division a enregistré un chiffre d'affaires de 331 millions de livres sterling, net des opérations interentreprises. Le montant de la transaction s'élève à 150 millions de livres sterling. Cette cession permettra à Schneider Electric de se concentrer sur les divisions Industrial Automation, Software et Energy Controls d'Invensys qui ont généré un chiffre d'affaires de 1 461 millions de livres sterling lors de l'exercice fiscal achevé le 31 mars 2013. L'accord est soumis à l'approbation des autorités réglementaires et aux conditions de clôture usuelles. Sa finalisation est attendue au cours du premier semestre 2014.

Note 31 Honoraires des Commissaires aux comptes

Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe :

(en milliers d'euros)	Exercice 2013				
	Ernst & Young	%	Mazars	%	TOTAL
Audit					
Commissariat aux comptes	9 452	85%	8 059	93%	17 511
<i>dont Schneider Electric SA</i>	100		100		
<i>dont filiales</i>	9 352		7 959		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du CAC	1 348	12%	552	7%	1 900
<i>dont Schneider Electric SA</i>	237		121		
<i>dont filiales</i>	1 111		431		
Sous-total Audit	10 800	97%	8 611	100%	19 411
Autres prestations Juridique, fiscal	363	3%	32	-	395
TOTAL HONORAIRES	11 163	100%	8 643	100%	19 806
Exercice 2012					
(en milliers d'euros)	Ernst & Young	%	Mazars	%	TOTAL
Audit					
Commissariat aux comptes	9 975	87 %	7 394	96 %	17 369
<i>dont Schneider Electric SA</i>	100		100		
<i>dont filiales</i>	9 875		7 294		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du CAC	1 217	11 %	342	4 %	1 559
<i>dont Schneider Electric SA</i>	188		-		188
<i>dont filiales</i>	1 029		342		1 371
Sous-total Audit	11 192	98 %	7 736	100 %	18 928
Autres prestations Juridique, fiscal	233	2 %	-	-	233
TOTAL HONORAIRES	11 425	100 %	7 736	100 %	19 161

Note 32 Liste des sociétés consolidées

Les principales sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe Schneider Electric sont indiquées dans la liste ci-après.

		% d'intérêt 31/12/2013	% d'intérêt 31/12/2012
Sociétés en Europe			
<i>En intégration globale</i>			
Crouzet GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Elso GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Kavlico GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Merten GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Merten Holding GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Automation Deutschland GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Automation GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Deutschland Energy GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Deutschland GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Motion Real Estate GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Sachsenwerk GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Telvent Deutschland GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Uniflair GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Austria AG	Autriche	100,0	100,0
Schneider Electric Austria GmbH	Autriche	100,0	100,0
Schneider Electric Power Drives GmbH	Autriche	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Belgium SA	Belgique	100,0	100,0
Schneider Electric NV/SA	Belgique	100,0	100,0
Schneider Electric Services International SPRL	Belgique	100,0	100,0
Summit Energy International BVBA	Belgique	100,0	100,0
Schneider Electric Bulgaria EOOD	Bulgarie	100,0	100,0
Schneider Electric d.o.o	Croatie	100,0	100,0
Ørbaekvej 280 A/S	Danemark	100,0	100,0
Schneider Electric Danmark A/S	Danemark	100,0	100,0
Schneider Electric IT Denmark ApS	Danemark	100,0	100,0
Schneider Nordic Baltic A/S	Danemark	100,0	100,0
Manufacturas Electricas SA	Espagne	100,0	100,0
Schneider Electric IT, Spain SL	Espagne	100,0	100,0
Schneider Electric Espana SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Arce Sistemas, SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Energia SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Environment SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Export SL	Espagne	100,0	100,0
Telvent GIT SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Global Services, SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Servicios Compartidos SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Trafico y Transporte SA	Espagne	100,0	100,0
Trafico Ingenieria SA	Espagne	100,0	100,0
Schneider Electric EESTI AS	Estonie	100,0	100,0
Oy Lexel Finland Ab	Finlande	100,0	100,0
Schneider Electric Fire & Security OY	Finlande	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Finland OY	Finlande	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2013	% d'intérêt 31/12/2012
Schneider Electric Finland Oy	Finlande	100,0	100,0
Strömfors Electric Oy	Finlande	100,0	100,0
Vamp OY	Finlande	100,0	100,0
Alombard SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Protection et Contrôle SAS	France	100,0	100,0
BCV Technologies SAS	France	100,0	100,0
BEI Sensors SAS	France	100,0	100,0
Boissière Finance SNC	France	100,0	100,0
Construction Electrique du Vivarais SAS	France	100,0	100,0
Crouzet Automatismes SAS	France	100,0	100,0
D5X	France	100,0	100,0
Dinel SAS	France	100,0	100,0
Energy Pool Developpement	France	100,0	100,0
Epsys SAS	France	100,0	100,0
France Transfo SAS	France	100,0	100,0
Infraplus SAS	France	100,0	100,0
Merlin Gerin Alès SAS	France	100,0	100,0
Merlin Gerin Alpes SAS	France	100,0	100,0
Merlin Gerin Loire SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric IT France	France	100,0	100,0
Muller & Cie SA	France	100,0	100,0
Newlog SAS	France	100,0	100,0
Prodipact SAS	France	100,0	100,0
Rectiphase SAS	France	100,0	100,0
Sarel - Appareillage Electrique SAS	France	99,0	99,0
Scanelec SAS	France	100,0	100,0
Schneider Automation SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Energy France SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric France SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Holding Amérique du Nord SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Holding Europe SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Industries SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric International SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Manufacturing Bourguebus SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric SA (Société mère)	France	100,0	100,0
Schneider Electric Telecontrol SAS	France	100,0	100,0
Schneider Toshiba Inverter Europe SAS	France	60,0	60,0
Schneider Toshiba Inverter SAS	France	60,0	60,0
Société d'Appareillage Electrique Gardy SAS	France	100,0	100,0
Société d'Application et d'Ingenierie Industrielle et Informatique SAS - SA3I	France	100,0	100,0
Société Electrique d'Aubenas SAS	France	100,0	100,0
Société Française de Construction Mécanique et Electrique SA	France	100,0	100,0
Société Française Gardy SA	France	100,0	100,0
Systèmes Equipements Tableaux Basse Tension SAS	France	100,0	100,0
Transfo Services SAS	France	100,0	100,0
Transformateurs Petit Quevilly	France	100,0	100,0
Schneider Electric AE	Grèce	100,0	100,0
Schneider Electric IT Greece ABEE	Grèce	100,0	100,0
CEE Schneider Electric Közep-Kelet Europai KFT	Hongrie	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Hungary LTD	Hongrie	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2013	% d'intérêt 31/12/2012
Schneider Electric Hungaria Villamassagi ZRT	Hongrie	100,0	100,0
APC (EMEA) Ltd	Irlande	100,0	100,0
Schneider Electric Ireland	Irlande	100,0	100,0
Schneider Electric IT Logistics Europe Ltd	Irlande	100,0	100,0
Crouzet Componenti Srl	Italie	100,0	100,0
Schneider Electric Industrie Italia Spa	Italie	100,0	100,0
Schneider Electric IT Italia Srl	Italie	100,0	100,0
Schneider Electric Spa	Italie	100,0	100,0
Uniflair Spa	Italie	100,0	100,0
Lexel Fabrika SIA	Lettonie	100,0	100,0
Schneider Electric Baltic Distribution Center	Lettonie	100,0	100,0
Schneider Electric Latvija SIA	Lettonie	100,0	100,0
UAB Schneider Electric Lietuva	Lituanie	100,0	100,0
Industrielle de Réassurance SA	Luxembourg	100,0	100,0
ELKO AS	Norvège	100,0	100,0
Lexel Holding Norgue AS	Norvège	100,0	100,0
Schneider Electric Norge AS	Norvège	100,0	100,0
American Power Conversion Corp (A.P.C.) BV	Pays Bas	100,0	100,0
APC Holdings BV	Pays Bas	100,0	100,0
APC International Corporation BV	Pays Bas	100,0	100,0
APC International Holdings BV	Pays Bas	100,0	100,0
Pelco Europe BV	Pays Bas	100,0	100,0
Pro-Face HMI BV (sous-groupe)	Pays Bas	99,9	99,9
Schneider Electric BV	Pays Bas	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Netherlands BV	Pays Bas	100,0	100,0
Schneider Electric Logistic Centre BV	Pays Bas	100,0	100,0
Schneider Electric Manufacturing The Netherlands BV	Pays Bas	100,0	100,0
Telvent Netherlands BV	Pays Bas	100,0	100,0
Schneider Electric IT Benelux BV	Pays Bas	100,0	100,0
Elda Eltra S.A. (ex Eltra SA)	Pologne	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Poland Sp. Z.o.o.	Pologne	100,0	100,0
Schneider Electric Industries Polska SP	Pologne	100,0	100,0
Schneider Electric Polska SP	Pologne	100,0	100,0
Schneider Electric Portugal LDA	Portugal	100,0	100,0
Telvent Portugal SA	Portugal	100,0	100,0
Schneider Electric AS	République Tchèque	98,3	98,3
Schneider Electric CZ sro	République Tchèque	100,0	100,0
Schneider Electric Romania SRL	Roumanie	100,0	100,0
Andromeda Telematics Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Schneider Electric EMS US Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
CBS Group Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Crouzet Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Crydom SSR Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Newall Measurement Systems Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Schneider Electric (UK) Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings UK Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Schneider Electric Energy UK Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Schneider Electric IT UK Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Schneider Electric Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Serck Control and Safety Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2013	% d'intérêt 31/12/2012
M&C Energy Group Ltd	Royaume Uni	100,0	100,0
Samos Acquisition Company Ltd	Royaume Uni	100,0	-
DIN Elektro Kraft OOO	Russie	100,0	100,0
OOO Schneider Electric Zavod Electromonoblock	Russie	100,0	100,0
OOO Schneider Electric Buildings (Russia)	Russie	100,0	100,0
Schneider Electric Equipment Kazan Ltd	Russie	100,0	100,0
OOO Potential	Russie	100,0	100,0
ZAO Schneider Electric	Russie	100,0	100,0
ZAO Gruppa Kompaniy Electroshield	Russie	100,0	-
Schneider Electric Srbija doo Beograd	Serbie	100,0	100,0
Schneider Electric Slovakia Spol SRO	Slovaquie	100,0	100,0
Schneider Electric d.o.o.	Slovénie	100,0	100,0
AB Crahftere 1	Suède	100,0	100,0
AB Wibe	Suède	100,0	100,0
Elektriska AB Delta	Suède	100,0	100,0
Elko AB	Suède	100,0	100,0
Lexel AB	Suède	100,0	100,0
Pele Security AB	Suède	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings AB	Suède	100,0	100,0
Schneider Electric Distribution Centre AB	Suède	100,0	100,0
Schneider Electric Sverige AB	Suède	100,0	100,0
Telvent Sweden AB	Suède	100,0	100,0
Thorsman & Co AB	Suède	100,0	100,0
Crouzet AG	Suisse	100,0	100,0
Feller AG	Suisse	83,7	83,7
Gutor Electronic GmbH	Suisse	100,0	100,0
Schneider Electric (Schweiz) AG	Suisse	100,0	100,0
Schneider Electric IT Switzerland AG	Suisse	100,0	100,0
Schneider Electric Ukraine	Ukraine	100,0	100,0
<i>Sociétés en intégration proportionnelle</i>			
Keyland Sistemas de Gestion SL	Espagne	50,0	50,0
Schneider Electric DMS NS	Serbie	57,0	57,0
<i>Sociétés mises en équivalence</i>			
Avelty	France	51,0	51,0
Delta Dore Finance SA (sous-groupe)	France	20,0	20,0
Møre Electric Group A/S	Norvège	34,0	34,0
Sociétés en Amérique du Nord			
<i>En intégration globale</i>			
Control Microsystems Inc.	Canada	100,0	100,0
Juno Lighting Ltd	Canada	100,0	100,0
Power Measurement Ltd	Canada	100,0	100,0
Schneider Electric Canada Inc.	Canada	100,0	100,0
Telvent Canada Ltd	Canada	100,0	100,0
Viconics Technologies Inc.	Canada	100,0	100,0
Custom Sensors & Technologies Mexico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Custom Sensors & Technologies Transportation de México, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Gestion Integral de Proyectos y Ingenieria, SA de CV	Mexique	99,8	99,8
Industrias Electronicas Pacifico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Electric IT Mexico SA de CV	Mexique	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2013	% d'intérêt 31/12/2012
Ram Tech Services de Mexico S de RL de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Electric Administracion, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Electric Mexico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Industrial Tlaxcala, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Mexico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider R&D, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Recursos Humanos, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Square D Company Mexico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Telvent Mexico SA de CV	Mexique	99,3	99,3
Adaptive Instruments Corp.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric IT America Corp.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric IT Corporation	USA	100,0	100,0
APC Holdings Inc.	USA	100,0	100,0
BEI Precisions Systems & Space Co. Inc.	USA	100,0	100,0
BEI Sensors & Systems Company, Inc.	USA	100,0	100,0
Crydom, Inc.	USA	100,0	100,0
Custom Sensors & Technologies, Inc.	USA	100,0	100,0
Juno Lighting LLC	USA	100,0	100,0
Juno Manufacturing Inc.	USA	100,0	100,0
Kavlico Corp.	USA	100,0	100,0
Lee Technologies Puerto Rico, LLC	USA	100,0	100,0
Schneider Electric IT Mission Critical Services, Inc.	USA	100,0	100,0
Netbotz Inc.	USA	100,0	100,0
Newall Electronics Inc.	USA	100,0	100,0
Pelco, Inc	USA	100,0	100,0
Power Measurement Inc.	USA	100,0	100,0
Pro-face America, LLC	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Americas, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Critical Systems, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings, LLC	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Engineering Services, LLC	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Holdings Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Investments 2, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Motion USA, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric USA, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Vermont Ltd	USA	100,0	100,0
SNA Holdings Inc.	USA	100,0	100,0
Square D Investment Company	USA	100,0	100,0
Summit Energy Services, Inc.	USA	100,0	100,0
Telvent DTN, LLC	USA	100,0	100,0
Telvent USA Corp.	USA	100,0	100,0
Veris Industries LLC	USA	100,0	100,0

Sociétés en Asie Pacifique

En intégration globale

Schneider Electric IT Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Clipsal Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Clipsal Integrated Systems Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Clipsal Technologies Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Control Microsystems Asia Pacific Pty Ltd	Australie	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2013	% d'intérêt 31/12/2012
Pelco Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Scadagroup Pty Ltd	Australie	100,0	100,0
Schneider Electric (Australia) Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Schneider Electric Australia Holdings Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Serck Controls Pty Ltd	Australie	100,0	100,0
Telvent Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
SolveIT Software Pty Limited	Australie	100,0	100,0
APC (Xiamen) Power Infrastructure Co., Ltd.	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric (Xiamen) Switchgear Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric Huadian Switchgear (Xiamen) Co., Ltd	Chine	55,0	55,0
Shanghai Schneider Electric Power Automation Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Switchgear (Suzhou) Co, Ltd	Chine	58,0	58,0
Beijing Leader & Harvest Electric Technologies Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Great Wall Engineering (Beijing) Co. Ltd	Chine	75,0	75,0
Clipsal Manufacturing (Huizhou) Ltd	Chine	100,0	100,0
Custom Sensors & Technologies Asia (Shanghai) Ltd	Chine	100,0	100,0
MGE Manufacturing Shanghai Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Proface China International Trading (Shanghai) Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
RAM Electronic Technology and Control (Wuxi) Co., Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider (Beijing) Medium & Low Voltage Co., Ltd	Chine	95,0	95,0
Schneider (Beijing) Medium Voltage Co. Ltd	Chine	95,0	95,0
Schneider (Shaanxi) Baoguang Electrical Apparatus Co. Ltd	Chine	70,0	70,0
Schneider (Shanghai) Supply Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider (Suzhou) Drives Company Ltd	Chine	90,0	90,0
Schneider (Suzhou) Enclosure Systems Co Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider (Suzhou) Transformers Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Automation Solutions (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	100,0	100,0
Schneider Busway (Guangzhou) Ltd	Chine	95,0	95,0
Schneider Electric (China) Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric IT (China) Co., Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric Low Voltage (Tianjin) Co. Ltd	Chine	75,0	75,0
Schneider Shanghai Apparatus Parts Manufacturing Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Shanghai Industrial Control Co. Ltd	Chine	80,0	80,0
Schneider Shanghai Low Voltage Term. Apparatus Co. Ltd	Chine	75,0	75,0
Schneider Shanghai Power Distribution Electric Apparatus Co. Ltd	Chine	80,0	80,0
Schneider Wingoal (Tianjin) Electric Equipment Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Telvent - BBS High & New Tech (Beijing) Co. Ltd	Chine	80,0	80,0
Telvent Control System (China) Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Tianjin Merlin Gerin Co. Ltd	Chine	75,0	75,0
Wuxi Proface Electronic Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric Manufacturing (Chongqing) Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Custom Sensors & Technologies (Huizhou) Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric Manufacturing (Wuhan) Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Pro Face Korea Co. Ltd	Corée du Sud	100,0	100,0
Schneider Electric Korea Ltd (ex Samwha EOOCR Co. Ltd)	Corée du Sud	100,0	100,0
Clipsal Asia Holdings Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Clipsal Asia Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Custom Sensors & Technologies Asia (Hong Kong) Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Schneider Electric IT Hong Kong Limited	Hong Kong	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2013	% d'intérêt 31/12/2012
Schneider Electric (Hong Kong) Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Schneider Electric Asia Pacific Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Schneider Electric IT Business India Private Ltd	Inde	100,0	100,0
Schneider Electric President Systems Ltd	Inde	75,0	75,0
Cimac Automation Private Ltd	Inde	85,0	85,0
Cimac Software Systems Private Ltd	Inde	85,0	85,0
CST Sensors India Private Limited	Inde	100,0	100,0
Luminous Power Technologies Private Ltd	Inde	100,0	100,0
Luminous Renewable Energy Solutions Private Ltd	Inde	100,0	100,0
Luminous Teleinfra Ltd	Inde	100,0	100,0
Schneider Electric India Private Ltd	Inde	100,0	100,0
Uniflair India Private Ltd	Inde	100,0	100,0
Schneider Electric Infrastructure Limited	Inde	78,1	73,4
PT Clipsal Manufacturing Jakarta	Indonésie	100,0	100,0
PT Schneider Electric IT Indonesia	Indonésie	100,0	100,0
PT Schneider Electric Indonesia	Indonésie	100,0	100,0
PT Schneider Electric Manufacturing Batam	Indonésie	100,0	100,0
Schneider Electric Japan, Inc.	Japon	100,0	100,0
Digital Electronics Corporation	Japon	100,0	100,0
Schneider Electric Japan Holdings Ltd	Japon	100,0	100,0
Toshiba Schneider Inverter Corp.	Japon	60,0	60,0
Clipsal Manufacturing (M) Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Gutor Electronic Asia Pacific Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Huge Eastern Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
KSLA Energy & Power Solutions (M) Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Schneider Electric (Malaysia) Sdn Bhd	Malaisie	30,0	30,0
Schneider Electric Industries (M) Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Schneider Electric IT Malaysia Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Schneider Electric (NZ) Ltd	Nouvelle-Zélande	100,0	100,0
American Power Conversion Land Holdings Inc.	Philippines	100,0	100,0
Clipsal Philippines	Philippines	100,0	100,0
Schneider Electric IT Philippines Inc.	Philippines	100,0	100,0
Schneider Electric (Philippines) Inc.	Philippines	100,0	100,0
Pelco Asia Pacific Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Singapore Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Export Services Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric IT Logistics Asia Pacific Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric IT Singapore Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Logistics Asia Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Overseas Asia Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Singapore Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric South East Asia (HQ) Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Lanka (Private) Limited	Sri Lanka	100,0	100,0
Pro Face Taiwan Co. Ltd	Taiwan	99,9	99,9
Schneider Electric Taiwan Co Ltd	Taiwan	100,0	100,0
Pro Face South East Asia Pacific Co. Ltd	Thaïlande	100,0	100,0
Schneider (Thailand) Ltd	Thaïlande	100,0	100,0
Schneider Electric CPCS (Thailand) Co. Ltd.	Thaïlande	100,0	100,0
Clipsal Vietnam Co. Ltd	Vietnam	100,0	100,0
Schneider Electric IT Vietnam Ltd	Vietnam	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2013	% d'intérêt 31/12/2012
Schneider Electric Vietnam Co. Ltd	Vietnam	100,0	100,0
<i>Sociétés en intégration proportionnelle</i>			
Delixi Electric Ltd (sous-groupe)	Chine	50,0	50,0
<i>Sociétés mises en équivalence</i>			
Sunten Electric Equipment	Chine	40,0	50,0
Fuji Electric FA Components & Systems Co., Ltd (sous-groupe)	Japon	37,0	37,0
Sociétés dans le Reste du monde			
<i>En intégration globale</i>			
Conlog (Pty) Ltd	Afrique du Sud	80,0	80,0
Schneider Electric South Africa (Pty) Ltd	Afrique du Sud	74,9	74,9
Uniflair South Africa (Pty) Ltd	Afrique du Sud	100,0	100,0
Himel Algerie	Algérie	100,0	100,0
Schneider Electric Algerie	Algérie	100,0	100,0
EPS Electrical Power Distribution Board & Switchgear Ltd	Arabie Saoudite	51,0	51,0
Telvent Saudi Arabia Co. Ltd	Arabie Saoudite	100,0	100,0
AMPS	Arabie Saoudite	100,0	100,0
Schneider Electric Argentina SA	Argentine	100,0	100,0
Telvent Argentina SA	Argentine	100,0	100,0
APC Brasil Ltda	Brésil	100,0	100,0
CST Latino America Comercio E Representacao de Produtos Electricos E Electronicos Ltda	Brésil	99,8	99,8
Telvent Global Services Brasil Ltda	Brésil	100,0	100,0
Schneider Electric IT Brasil Industria e Comercio de Equipamentos Eletronicos Ltda	Brésil	100,0	100,0
Schneider Electric Brasil Ltda	Brésil	100,0	100,0
Telvent Brazil SA	Brésil	100,0	100,0
Steck da Amazonia Industria Electrica Ltda	Brésil	100,0	100,0
Steck Industria Electrica Ltda	Brésil	100,0	100,0
CP Eletronica S/A	Brésil	100,0	100,0
Inversiones Schneider Electric Uno Limitada	Chili	100,0	100,0
Marisio SA	Chili	100,0	100,0
Schneider Electric Chile SA	Chili	100,0	100,0
Telvent Chile SA	Chili	100,0	100,0
Dexson Electric SAS	Colombie	100,0	100,0
Schneider Electric de Colombia SA	Colombie	80,0	80,0
Schneider Electric Centroamerica Ltda	Costa Rica	100,0	100,0
Delixi Electric Egypt s.a.e	Egypte	98,0	98,0
Schneider Electric Distribution Company	Egypte	87,4	87,4
Schneider Electric Egypt SAE	Egypte	91,0	91,0
Cimac Electrical and Control Systems LLC	Emirats Arabes Unis	80,0	80,0
Cimac FZCO	Emirats Arabes Unis	100,0	100,0
Cimac LLC	Emirats Arabes Unis	49,0	49,0
Clipsal Middle East FZC	Emirats Arabes Unis	100,0	100,0
Clipsal Middle East FZCO	Emirats Arabes Unis	60,0	60,0
CLS Systems FZCO	Emirats Arabes Unis	100,0	100,0
Delixi Electric FZE	Emirats Arabes Unis	100,0	100,0
Schneider Electric DC MEA FZCO	Emirats Arabes Unis	100,0	100,0
Schneider Electric FZE	Emirats Arabes Unis	100,0	100,0
Telemecanique Iran	Iran	100,0	100,0
Schneider Electric LLP	Kazakhstan	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2013	% d'intérêt 31/12/2012
Schneider Electric Services Kuweit	Koweït	49,0	-
Schneider Electric East Mediterranean SAL	Liban	96,0	96,0
Delixi Electric Maroc SARL AU	Maroc	100,0	100,0
Schneider Electric Maroc	Maroc	100,0	100,0
Schneider Electric Nigeria Ltd	Nigéria	100,0	100,0
Schneider Electric Oman LLC	Oman	100,0	100,0
Schneider Electric Pakistan (Private) Limited	Pakistan	80,0	80,0
Schneider Electric Peru SA	Pérou	100,0	100,0
Cimac Electrical and Automation W.L.L	Qatar	49,0	49,0
Schneider Enerji Endustrisi Sanayi Ve Ticaret A.S	Turquie	100,0	100,0
Himel Elektrik Malzemeleri Ticaret A.S	Turquie	100,0	100,0
Schneider Elektrik Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	100,0	100,0
Schneider Electric Venezuela SA	Venezuela	93,6	91,9

Commentaires sur les comptes consolidés

Commentaires sur l'activité et le compte de résultat consolidé

Évolution du périmètre de consolidation

Acquisitions de l'exercice

Le Groupe a finalisé le 28 mars 2013 l'acquisition de 100% d'Electroshield - TM Samara, suite à l'achat de 50% des parts en octobre 2010. Electroshield - TM Samara, après avoir obtenu les approbations réglementaires requises en Russie est un des acteurs majeurs de produits et solutions de moyenne tension en Russie. Le prix de rachat total de 100% du capital de la société s'élève à 20,4 milliards de roubles (environ 510 millions d'euros) avec une dette nette nulle à ce jour. Comme convenu, les 50% restants du capital ont été acquis le 28 mars 2013 pour le même montant que celui payé pour les premiers 50% en octobre 2010. L'acquisition était précédemment consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

Elle est consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} avril 2013 dans le segment d'activité *Infrastructure*.

Acquisitions réalisées en 2012 et ayant un effet sur les comptes 2013*

M&C Energy Group a été acquise en cours d'exercice 2012 et consolidée à compter du 15 juin 2012. Sa consolidation en année pleine sur l'exercice 2013 constitue un effet de périmètre par rapport à l'exercice 2012.

Évolution des taux de change

L'évolution des devises par rapport à l'euro a un impact significatif sur l'exercice. Cet impact négatif est de 879 millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé et de 233 millions d'euros sur l'EBITA ajusté ⁽¹⁾.

Chiffre d'affaires

Au 31 décembre 2013, le chiffre d'affaires consolidé de Schneider Electric s'élève à 23 551 millions d'euros, en baisse de 1,6 % à périmètre et taux de change courants par rapport au 31 décembre 2012.

Cette variation se décompose en une croissance organique de 0,4 %, une contribution des acquisitions nette des cessions de 1,7 % et un effet de change négatif de 3,7 %.

Évolution du chiffre d'affaires par secteur opérationnel

Le chiffre d'affaires de l'activité *Partner* (36 % du chiffre d'affaires du Groupe) s'élève à 8 476 millions d'euros. Il est en diminution de -3,0 % en données courantes et de +0,2 % à périmètre et taux de change constants. L'activité Produits est en légère hausse, soutenue par les investissements continus sur les marchés résidentiels aux Etats-Unis, la bonne performance générale de la Chine et la croissance rapide des offres pour les nouvelles économies. Ceci a permis de compenser une économie morose en Europe et un marché de la construction atone en Australie. L'activité Solution est en baisse, impactée par des bases de comparaison élevées au Moyen-Orient et un marché difficile des énergies renouvelables en Europe de l'Ouest. Cependant, les investissements dans les projets de centres de données en Amérique du Nord sont en croissance.

Le chiffre d'affaires de l'activité *Infrastructure* (24 % du chiffre d'affaires du Groupe) s'élève à 5 728 millions d'euros. Il est en progression de +6,7 % en données courantes et en hausse de +1,2 % à périmètre et taux de change constants. Les Produits et les Solutions sont en légère croissance. La bonne croissance des produits de distribution secondaires permet de compenser la baisse des composants de distribution primaire. Malgré la faiblesse des investissements des régies électriques en Europe de l'Ouest, l'activité Solution croît, portée principalement par le succès des services à la base installée et des services avancés sur toutes les régions, ainsi que par la demande des segments gaziers et pétroliers en Australie et du segment des centres de données en Amérique du Nord.

Le chiffre d'affaires de l'activité *Industry* (18 % du chiffre d'affaires du Groupe) s'élève à 4 311 millions d'euros. Il est en diminution de -3,8 % en données courantes et en hausse de +1,3 % à périmètre et taux de change constants. L'activité Produits affiche une hausse modérée, reflétant une croissance solide des constructeurs de machines (OEMs) sur toutes les

* Les dates indiquées correspondent aux dates de prise de contrôle des sociétés acquises.

(1) L'EBITA ajusté (*Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of purchase accounting intangibles*) est le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition, avant les autres produits et charges d'exploitation, et avant charges de restructuration.

régions sur le deuxième semestre, suite à un début d'année difficile dans les pays matures. Les Solutions affichent une bonne croissance, portées par le succès des solutions *SoMachine* pour les constructeurs et des services à la base installée.

Le chiffre d'affaires de l'activité IT (15 % du chiffre d'affaires du Groupe) s'élève à 3 442 millions d'euros. Il est en diminution de - 6,4 % en données courantes et en baisse de - 1,4 % à périmètre et taux de change constants, affichant des tendances contrastées entre Produits et Solutions. Les Produits croissent, grâce au succès de Luminous et une demande soutenue en produits d'énergie sécurisée dans certaines nouvelles économies. Les Solutions baissent en raison de la faible demande en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, en particulier pour les projets de centres de données de petite et moyenne taille.

Le chiffre d'affaires de l'activité Buildings (7 % du chiffre d'affaires du Groupe) s'élève à 1 594 millions d'euros. Il est en diminution de - 5,2 % en données courantes, alors que la croissance organique est stable à -0,2%. Les Produits baissent en raison de conditions de marché toujours difficiles. L'activité Solutions est en croissance, soutenue par les services qui compensent la baisse des systèmes de gestion du bâtiment, qui subissent l'impact des investissements publics en baisse dans les pays matures.

Marge Brute

La marge brute du Groupe s'élève à 8 891 millions d'euros en 2013 contre 9 057 millions d'euros en 2012 en diminution de 1,8 %, l'effet négatif des devises et du périmètre pesant sur la performance. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge brute reste stable à 37,8 % en 2013 et 2012 grâce à la productivité industrielle qui, avec un effet prix positif, a été un moteur essentiel malgré un marché à faible volume et effet mix défavorable.

Coût des fonctions supports : Recherche et développement et Frais généraux et commerciaux

En 2013, les frais de recherche et développement, nets de capitalisation et hors coûts comptabilisés en coût des ventes, s'élèvent à 535 millions d'euros contre 507 millions d'euros en 2012, en augmentation de 5,5 %. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de recherche et développement, nets de capitalisation et hors coûts comptabilisés en coût des ventes, augmentent à 2,3 % en 2013 (contre 2,1 % en 2012).

Le total des frais de recherche et développement, y compris la partie capitalisée et les coûts comptabilisés en coût des ventes (voir note 4 des comptes consolidés), s'élève à 1 145 millions d'euros en 2013 (contre 1 058 millions d'euros en 2012) en augmentation de 8,2 %. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de recherche et développement augmentent à 4,9 % en 2013 contre 4,4% 2012.

En 2013, le net de la capitalisation des coûts relatifs à des projets de développement et de la charge d'amortissement correspondante a un impact positif net de 179 millions d'euros sur le résultat d'exploitation (153 millions d'euros en 2012).

En 2013, les frais généraux et commerciaux s'élèvent à 4 944 millions d'euros contre 5 035 millions d'euros en 2012, en diminution de 1,8 %. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de généraux et commerciaux sont stables à 21,0 % en 2013 et en 2012, l'efficacité opérationnelle compensant la plupart des investissements.

Le montant combiné des coûts des fonctions supports, soit des frais de recherche et développement, nets et des frais généraux et commerciaux, totalise 5 479 millions d'euros en 2013 contre 5 542 millions d'euros en 2012, soit une diminution de 1,1 %. En conséquence des investissements en recherche et développement et aux initiatives commerciales dans les nouvelles économies et les services, en ligne avec notre plan stratégique, le coût des fonctions supports en pourcentage du chiffre d'affaires augmente en passant de 23,1 % en 2012 à 23,3 % en 2013.

Autres produits et charges d'exploitation

En 2013, les autres produits et charges d'exploitation sont un produit net de 73 millions d'euros correspondant à des coûts liés aux acquisitions de 52 millions d'euros, à un gain de 173 millions d'euros sur la modification des plans d'avantage au personnel aux États-Unis, en France et en Norvège et à divers produits et charges d'exploitation pour une charge nette de 48 millions d'euros. Les coûts liés aux acquisitions sont les coûts d'acquisition, d'intégration et de séparation relatifs aux acquisitions 2013, notamment Electroschild – TM Samara et des coûts d'acquisition liés à Invensys (cf. note 30 – Evénements post-clôture). Les autres produits d'exploitation incluent principalement des provisions pour indemnités ou litiges et des plus-values sur cessions d'actifs au 31 décembre 2013.

En 2012, les autres produits et charges d'exploitation sont une charge nette de 10 millions d'euros correspondant à des coûts liés aux acquisitions de 52 millions d'euros, à un gain sur la modification des plans d'avantage au personnel aux États-Unis de 21 millions d'euros et à divers produits et charges d'exploitation pour un produit net de 21 millions d'euros. Les coûts liés aux acquisitions sont les coûts d'acquisition, d'intégration et de séparation relatifs aux acquisitions 2011 et 2012, tels que Telvent et M&C Energy Group. Les autres produits d'exploitation incluent principalement des reprises de provisions pour indemnités ou litiges échues au 31 décembre 2012.

Coûts de restructuration

En 2013, les coûts de restructuration s'élevaient à 176 millions d'euros (contre 164 millions d'euros en 2012) et correspondent à des réorganisations industrielles et à des réorganisations de fonctions support.

EBITA et EBITA ajusté

Nous définissons l'EBITA ajusté (*Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of purchase accounting intangible*) comme le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition, avant les autres produits et charges d'exploitation, et avant charges de restructuration et l'EBITA (*Earnings Before Interests, Taxes and Amortization of purchase accounting intangible*) comme le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions et avant perte de valeur des écarts d'acquisition.

L'EBITA ajusté en 2013 s'élève à 3 412 millions d'euros, contre 3 515 millions d'euros en 2012, en baisse de 2,9 %, liée à un effet négatif des devises de 233 millions d'euros qui compense la forte productivité industrielle. En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBITA ajusté diminue de 14,7 % à 14,5 %, du fait d'effet change et périmètre négatifs.

L'EBITA (résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des actifs incorporels issus des acquisitions et avant pertes de valeur des écarts d'acquisition) diminue de 1,0 % à 3 309 millions d'euros en 2013, contre 3 341 millions d'euros en 2012, principalement du fait de la baisse de l'EBITA ajusté. En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBITA augmente de 14,0 % en 2012 à 14,1% en 2013.

EBITA et EBITA ajusté par secteur opérationnel

Les EBITA et EBITA ajustés par segment opérationnel se détaillent comme suit :

31 décembre 2013

(en millions d'euros)	<i>Partner</i>	<i>Infrastructure</i>	<i>Industry</i>	<i>IT</i>	<i>Buildings</i>	Coûts centraux	TOTAL
Chiffre d'affaires	8 476	5 728	4 311	3 442	1 594	-	23 551
EBITA ajusté*	1 801	560	833	650	94	(526)	3 412
EBITA ajusté %	21,2 %	9,8 %	19,3 %	18,9 %	5,9 %	-	14,5 %
Autres produits et charges d'exploitation	53	(17)	35	(5)	9	(2)	73
Charges de restructuration	(74)	(59)	(22)	(7)	(12)	(2)	(176)
EBITA	1 780	484	846	638	91	(530)	3 309
EBITA %	21,0 %	8,4 %	19,6 %	18,5 %	5,7 %	-	14,1 %

* *EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et avant autres produits et charges d'exploitation (dont coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).*

31 décembre 2012

(en millions d'euros)	<i>Partner</i>	<i>Infrastructure</i>	<i>Industry</i>	<i>IT</i>	<i>Buildings</i>	Coûts centraux	TOTAL
Chiffre d'affaires	8 738	5 366	4 483	3 677	1 682	-	23 946
EBITA ajusté*	1 813	575	823	698	107	(501)	3 515
EBITA ajusté %	20,7 %	10,7 %	18,4 %	19,0 %	6,4 %	-	14,7 %
Autres produits et charges d'exploitation	17	(6)	(2)	(3)	(3)	(13)	(10)
Charges de restructuration	(84)	(32)	(21)	(4)	(12)	(11)	(164)
EBITA	1 746	537	800	691	92	(525)	3 341
EBITA %	20,0 %	10,0 %	17,8 %	18,8 %	5,5 %	-	14,0 %

* *EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et avant autres produits et charges d'exploitation (dont coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).*

L'activité **Partner** réalise un taux d'EBITA ajusté de 21,2 % en 2013, en hausse de 0,5 point par rapport à 20,7 % en 2012, grâce à une bonne productivité industrielle.

L'activité **Infrastructure** réalise un taux d'EBITA ajusté de 9,8 % en 2013, en baisse de 0,9 point par rapport à 10,7 % en 2012, du fait de charges non récurrentes liées à des délais dans l'exécution de projets et de difficultés dans l'activité de transport public en Espagne.

L'activité **Industry** réalise un taux d'EBITA ajusté de 19,3 % en 2013, en hausse de 0,9 point par rapport à 18,4 % en 2012, grâce à un effet prix positif et à un bon contrôle des coûts commerciaux.

L'activité **IT** reporte un taux d'EBITA ajusté de 18,9 % en 2013, en ligne avec la marge de 19,0 % en 2012, un record historique.

L'activité **Buildings** réalise un taux d'EBITA ajusté de 5,9 % en 2013, en baisse de 0,5 points par rapport à 6,4 % en 2012, liée à de faibles volumes sur les marchés matures sur le premier semestre et à un mix défavorable.

Les coûts centraux s'élèvent à 526 millions d'euros ou 2,2 % du chiffre d'affaires du Groupe en 2013, à un niveau comparable à celui de 2012 (2,1 % du chiffre d'affaires, soit 501 millions d'euros).

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation après amortissements et dépréciations des incorporels et acquisitions (EBIT) augmente de 2 866 millions d'euros en 2012 à 3 091 millions d'euros en 2013, en hausse de 7,9 %, du fait de la non-réurrence d'une perte de valeur sur le *goodwill* de l'UGT Buildings de 250 millions d'euros avant effet d'impôt enregistrée en 2012. En dehors de cet élément, les amortissements des incorporels liés aux acquisitions diminuent de 6 millions d'euros (218 millions d'euros en 2013, contre 224 millions d'euros en 2012).

Résultat financier

Le résultat financier est une perte nette de 483 millions d'euros en 2013, contre 446 millions d'euros en 2012 (retraité de l'application d'IAS19 Révisée décrite en note 1.2 des comptes consolidés). Au sein du résultat financier, le coût de la dette financière nette diminue de 349 millions d'euros en 2012 à 324 millions d'euros en 2013 grâce à une baisse du taux d'intérêt moyen. L'augmentation de la perte financière nette s'explique principalement par la variation des autres charges et produits financiers, passant d'une charge nette de 97 millions d'euros en 2012 à une charge nette de 159 millions d'euros en 2013. Ceci est principalement dû à une dépréciation de 50 millions d'euros des titres NVC Lighting décrite en note 15 des comptes consolidés.

Impôts

Le taux effectif d'impôt en 2013 s'élève à 25,5 %, en hausse par rapport au taux d'impôt de 22,9 % en 2012 (retraité de l'application d'IAS19 Révisée décrite en note 1.2 des comptes consolidés). Toutefois, si l'on exclut les 50 millions d'euros des titres NVC Lighting qui n'a pas d'effet impôt, le taux effectif d'impôt serait limité à 25,0%. La charge d'impôt correspondante augmente de 554 millions d'euros en 2012 à 665 millions d'euros en 2013.

Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence diminue de 34 millions d'euros en 2012 à 22 millions d'euros en 2013. Depuis le 1^{er} avril 2013, Electroshield – TM Samara en Russie est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de Schneider Electric et ne contribue donc plus au résultat des sociétés mises en équivalence, alors qu'elle y avait contribué 12 mois en 2012 quand elle était consolidée par mise en équivalence.

Intérêts minoritaires

La part des actionnaires minoritaires dans le résultat net de 2013 s'élève à 77 millions d'euros, contre 87 millions d'euros en 2012. Elle représente la quote-part de résultats bénéficiaires attribuables principalement aux associés minoritaires de certaines sociétés chinoises.

Résultat net (part des actionnaires de la société mère)

Le résultat net (part des actionnaires de la société mère) s'élève à 1 888 millions d'euros en 2013 contre 1 813 millions d'euros en 2012 (retraité de l'application d'IAS19 Révisée décrite en note 1.2 des comptes consolidés), en hausse de 4,1 %.

Résultat net par action

Le résultat net par action progresse de 3,34 euros en 2012 (retraité de l'application d'IAS19 Révisée décrite en note 1.2 des comptes consolidés), à 3,43 euros en 2013.

Commentaires sur le tableau des flux de trésorerie consolidés

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation

L'autofinancement d'exploitation diminue de 2 802 millions d'euros en 2012 à 2 673 millions d'euros en 2013, en baisse de 4,6 %, ce qui représente 11,3 % du chiffre d'affaires en 2013, contre 11,7 % du chiffre d'affaires en 2012.

La variation du besoin en fonds de roulement a généré 228 millions d'euros en 2013 contre une consommation de 1 million d'euros en 2012, avec des actions continues d'efficacité opérationnelle.

La trésorerie provenant des activités d'exploitation augmente de 3,6 %, de 2 801 millions d'euros en 2012 à 2 901 millions d'euros en 2013.

Flux de trésorerie affectés aux opérations d'investissement

L'investissement net d'exploitation, qui comprend les coûts de développement capitalisés, diminue de 0,6 % à 714 millions d'euros en 2013, par rapport à 719 millions d'euros en 2012, et représente 3,0 % du chiffre d'affaires.

L'investissement financier net s'élève à 294 millions d'euros en 2013 et correspond principalement à Electrosshield. En 2012, l'investissement financier net de la trésorerie acquise s'élevait à 242 millions d'euros en 2012 et correspond en partie à l'acquisition de M&C Energy Group.

La cession d'actifs financiers de 121 millions d'euros en 2012 correspondait au prix de cession net de frais des titres AXA en septembre 2012.

Flux de trésorerie produits par des opérations de financement

L'émission d'emprunt obligataire de 600 millions d'euros correspond à l'émission, en septembre 2013, de l'obligation de 600 millions d'euros, à maturité 2021, dans le cadre du programme EMTN. Le Groupe a remboursé deux emprunts obligataires en 2013 pour 587 millions d'euros.

L'augmentation nette des autres dettes financières s'élève à 1 066 millions d'euros en 2013, contre 585 millions d'euros de diminution nette en 2012. Le dividende versé par Schneider Electric est de 1 025 millions d'euros en 2013, contre 919 millions d'euros en 2012.

Perspectives

Les tendances récentes indiquent que l'Amérique du Nord devrait continuer à croître, malgré l'impact de conditions climatiques défavorables au premier trimestre. L'Europe de l'Ouest montre des premiers signes de stabilisation, avec un potentiel d'amélioration au second semestre. Les tendances demeurent solides sur les marchés en Chine. L'incertitude persiste dans plusieurs nouvelles économies en raison de la volatilité des devises.

La marge d'EBITA ajusté proforma 2013 incluant les 12 derniers mois d'Invensys* à septembre 2013 et la consolidation à 100% d'Electroshield-TM Samara s'élève à ~14,0%.

Sur la base des conditions de marché actuelles, le Groupe vise pour 2014:

- une croissance organique modérée à un chiffre (low single digit) pour le chiffre d'affaires
- 0,4pt à 0,8pt d'amélioration de la marge d'EBITA ajusté par rapport au niveau proforma 2013, excluant l'impact négatif des effets de change actuellement estimé à environ 0,4 point, avec la majeure partie de cet impact sur le premier semestre.

* *Hors division Appliance*

Rapport des Commissaires aux comptes

MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri-Regnault
92400 Courbevoie
S.A. au capital de € 8.320.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG ET AUTRES
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

SCHNEIDER ELECTRIC S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société SCHNEIDER ELECTRIC S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.2 « Retraitement des comptes consolidés comparatifs 2012 » de l'annexe qui expose l'incidence relative à l'application au 1er janvier 2013 de la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel ».

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 1.9 de l'annexe expose les modalités de comptabilisation des dépenses de recherche et développement et notamment les critères permettant l'immobilisation des dépenses de développement. Nous avons procédé à la revue des données et des hypothèses retenues pour identifier les projets répondant aux critères d'immobilisation et des calculs effectués par votre groupe, et nous avons vérifié que les notes de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.
- Comme exposé dans les notes 1.11 et 8 de l'annexe, votre groupe réalise des tests de dépréciation des actifs incorporels et des écarts d'acquisition au moins une fois par an et chaque fois que des indices de perte de valeur sont identifiés. Nous avons procédé, par sondages, à la vérification des indices de pertes de valeur ainsi que des autres éléments justifiant de l'absence de perte de valeur. Nos travaux ont consisté à revoir les données et les hypothèses retenues ainsi que les calculs effectués et à vérifier que les notes de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.
- Comme indiqué dans les notes 1.16 et 16 de l'annexe, les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation de reports fiscaux déficitaires sont reconnus lorsque leur réalisation peut être raisonnablement anticipée. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour estimer les résultats taxables futurs justifiant le caractère recouvrable de ces actifs d'impôt différé.
- Les notes 1.19 et 22 de l'annexe précisent les modalités d'évaluation des engagements de retraite et autres avantages au personnel postérieurs à l'emploi. Ces engagements ont fait l'objet d'évaluations actuarielles. Nos travaux ont consisté à revoir les données et les hypothèses actuarielles retenues ainsi que les calculs effectués et à vérifier que les notes de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.
- La note 7 « Charges de restructuration » de l'annexe indique le montant des coûts de restructuration encourus par votre groupe au cours de l'exercice 2013. Nous avons vérifié, sur la base des informations disponibles à ce jour, que ces coûts étaient relatifs à des actions de restructuration déjà engagées ou annoncées au 31 décembre 2013, ayant donné lieu à la constitution de provisions sur la base d'estimations des charges à encourir au titre de ces plans, et nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 19 février 2014

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

David Chaudat

Yvon Salaün